

Echo

BATI-MAT-TP

SOMMAIRE

1 **Editorial** > page 3
Patrick DEL GRANDE

BÂTIMENT

Ouvriers > page 6
ETAM > page 8
IAC > page 10
Apprentissage > page 11
Transport > page 12
Trajet > page 16
Repas > page 20

2 **TRAVAUX PUBLICS**

Ouvriers > page 22
ETAM > page 24
IAC > page 27
Transport > page 28
Trajet > page 30
Repas > page 32

BTP DOM-TOM

Martinique, Guyane,
Guadeloupe,
La Réunion > page 34

CARRIÈRES & MATÉRIAUX

Ouvriers > page 36
ETAM, IAC > page 41

TUILES & BRIQUES, CIMENTS

Tuiles & briques > page 42
Ciments > page 43

CHAUX, CÉRAMIQUE D'ART

Chaux > page 44
Céramique d'art > page 45

LOGEMENT

Architectes, économistes,
géomètres > page 46
Gardiens, concierges et
employés d'immeubles,
Immobilier > page 47

BOIS

Ameublement > page 49
Brosserie, panneaux à
base de bois > page 50
Pin maritime des forêts
en Gascogne > page 51
Navigation de
plaisance > page 53

DIVERS

Eau, activités
du déchet > page 54
Infos pratiques
Adhésion > page 55



**Salaires et
indemnités**

GUIDE 2009

**A L'INTÉRIEUR DE CE NUMÉRO :
L'AFFICHE A3 BATI-MAT-TP CFTC**



**Vous êtes fier de votre métier,
nous sommes fiers de vous protéger**



**RETRAITE PRÉVOYANCE SANTÉ
ASSURANCES ÉPARGNE
ACTION SOCIALE VACANCES**

Alors que la crise fait son chemin dans nos entreprises, engendrant une progression inédite du chômage et aggravant les tensions, voici notre outil, un outil essentiel à la préservation – mieux, à l'évolution – de vos acquis.

D'année en année, cette édition spéciale salaires s'étoffe de nouveaux secteurs. Je l'ai voulue plus complète pour répondre aux besoins du plus grand nombre qui doivent négocier, pour eux et ceux qu'ils représentent, des dispositions au-dessus du minimum légal.

L'élaboration de cet outil syndical nous a appris, au fil des ans, qu'un plus grand nombre de secteurs met en place des minima, avec plus ou moins de pertinence et de justice sociale. Cette part croissante de la négociation montre que le dialogue social, que revendique notre Fédération BATI-MAT-TP CFTC, a bien sa place – du moins là où nous intervenons. J'y vois là le signe encourageant de salariés et de leurs représentants, prêts à se battre pour défendre leurs droits, y compris dans les secteurs où le faible effectif ou la mainmise des entreprises rend le dialogue difficile.

Cette édition spéciale voit apparaître des secteurs tels que les panneaux à base de bois ou les tuiles et briques, qui appliquent l'annualisation des salaires. Ils sont le reflet de la complexité de certaines situations: alors que nous avons négocié l'application de salaires annuels dans les deux secteurs, seuls les employeurs des tuiles et briques ont mesuré la justesse de nos revendications pour préserver les acquis des salariés. Les panneaux à base de bois appliquent aujourd'hui, grâce au concours d'un syndicat peu regardant, une annualisation destructrice pour les primes et l'ancienneté.

Cette édition spéciale met également à l'honneur un nouveau type de formateurs: les tuteurs en entreprise. Notre Fédération BATI-MAT-TP CFTC peut s'enorgueillir d'avoir su mener à bien cette revendication: faire reconnaître le statut de Maître d'apprentissage. Nous ne sommes pourtant pas au bout du tunnel, car les négociations régionales, encore peu nombreuses, requièrent l'obtention du diplôme par le jeune pour verser la prime au tuteur. Depuis quand les professeurs sont soumis à une obligation de résultat?

J'espère que cette année encore, cette édition spéciale de notre Echo BATI-MAT-TP circulera dans vos rangs pour être utile au plus grand nombre, à titre individuel comme collectif. Notre site internet (www.batimattp-cftc.fr) regroupe lui aussi toutes les grilles présentes dans cet ouvrage, et leur mise à jour est régulière. N'hésitez pas à y puiser toutes les informations dont vous avez besoin pour vous et vos militants.

Votre Président,
Patrick DEL GRANDE





EDITORIAL

PATRICK DEL GRANDE

Comment LIRE LES GRILLES ?

Les grilles de cette édition spéciale de l'Écho BATI-MAT-TP vous proposent les minima conventionnels des secteurs d'activité liés à la construction. Ces grilles sont généralement nationales, mais le BTP négocie région par région. Dans ce cas, deux grilles sont à distinguer :

- la grille en ordre alphabétique de régions, accompagnée de ce symbole : 
- la grille par ordre décroissant de moyennes, accompagnée de ce symbole : 

Les salaires

Ordre alphabétique	Valeur du point	Partie fixe	Coefficients							Application Extension	
			150	170	185	210	230	250	270		
ALSACE	5,80	295,53	1 258,86	1 281,61	1 368,53	1 513,53	1 629,53	1 745,53	1 861,53	01/06/2007	10/11/2007
			1 308,91	1 308,91	1 396,64	1 544,64	1 663,04	1 781,44	1 899,84	01/04/2008	
AQUITAINE	5,47	416,84	1 282,70	1 303,73	1 428,87	1 565,63	1 675,04	1 811	1 922,05	01/07/2007	12/07/2007
			1 321,47	1 343,14	1 472,05	1 612,95	1 726,67	1 865,74	1 980,14	01/07/2008	

Le bâtiment a la particularité – de moins en moins fréquente – de calculer les minima salariaux en fonction d'une valeur du point et d'une partie fixe. ¹

Les grilles sont généralement divisées en coefficients, mais sont parfois divisées en positions et échelons. Ils représentent les différents statuts négociés lors des réunions paritaires. ²

Chaque négociation débouche soit sur un accord, soit, si l'accord est impossible, sur une décision unilatérale. L'accord prévoit une date d'application. Elle ne concerne, dans un premier temps, que les entreprises adhérentes aux syndicats patronaux de la branche. L'accord n'est applicable à toutes les entreprises de la branche concernée que lorsqu'il est publié au *Journal officiel* : on dit alors qu'il est étendu. ³

Les indemnités de petits déplacements

Ordre alphabétique	Zone 1a 0 à 5 km	Zone 1b 5 à 10 km	Zone 2 10 à 20 km	Zone 3 20 à 30 km	Zone 4 30 à 40 km	Zone 5 40 à 50 km	Zone 6 50 à 60 km	Zone 6b/7 60 à 70 km	Application Extension	
ALSACE	2,09	2,09	2,79	3,80	5,21	6,32			01/04/2008	
AQUITAINE ¹	0,75	2,04	4,18	7,04	9,29	12,13			01/01/2008	
ALVERGNE	0,68	1,55	4,56	7,19	9,95	12,57			01/07/2008	23/10/2008 ⁷
BASSE	1,48	2,23	4,46	7,44	10,42	13,30			01/07/2008	04/10/2008

En-dessous de 50 kilomètres par jour (parfois plus), les conventions collectives du BTP prévoient de verser au salarié une indemnité correspondant à son mode de circulation et la zone géographique dans laquelle il effectue son déplacement.

- **Transport** compense les frais engagés par le salarié pour se rendre sur le chantier (si le salarié engage des frais, et sauf remboursement des titres de transport).
- **Trajet** indemnise le salarié pour les déplacements liés à son activité, indépendamment de son salaire.
- **Repas** indemnise le salarié des frais occasionnés par la fait de prendre son déjeuner hors de sa résidence habituelle.

Ces indemnités, sauf celle de repas, dépendent de zones concentriques dont le centre est l'entreprise. Ces zones s'étendent généralement au moins jusqu'à 50 kms.

INTRODUCTION

aux grilles de **MINIMA**

Les grilles présentes dans ce numéro spécial remplissent deux objectifs essentiels :

- 1- présenter un état des lieux des salaires minimaux de la construction en France (métropole et Outre-mer).
- 2- offrir une base de négociations réaliste et solide à nos représentants en région et dans les entreprises

A propos du premier objectif : il est indispensable pour un négociateur, et vivement recommandé pour chaque salarié, d'avoir une vue d'ensemble des minima régionaux et nationaux. Ceux-ci reflètent une tendance générale qui permet de situer sa région :

- Dans le temps : quand sont négociés les minima de ma région ? Quand sont-ils étendus ? Tient-il compte de la revalorisation annuelle du SMIC en juillet ?

Un constat rapide permet d'isoler les régions « mauvais élèves », comme la Lorraine ou la Bourgogne, qui négocient leurs minima en avril et mai, et sans jamais tenir compte de la hausse du SMIC quelques mois plus tard.

- En attractivité : ma région propose-t-elle des salaires qui compensent la pénibilité ? Qui rémunèrent le savoir-faire ? Les régions voisines sont-elles plus attractives ?

On s'aperçoit que certaines régions, et alors que les employeurs se plaignent de la mauvaise image de la profession, n'hésitent pas à pratiquer un tassement des grilles en serrant au maximum les premiers échelons de la grille, comme dans l'ameublement (fabrication), où les premiers coefficients ne sont séparés que de quelques euros.

Le bâtiment déploie une autre stratégie courante, en cours dans une bonne moitié des régions : aligner le premier coefficient non pas **sur**, mais **sous** le SMIC. De quoi rester bloqué au SMIC pendant quelques temps.

Notre Fédération BATI-MAT-TP CFTC met à votre disposition un site qui regroupe les grilles régionales et nationales par secteur d'activité. Leur mise à jour est quotidienne. Rendez-vous sur www.batimattp-cftc.fr, dans la rubrique *Vos salaires et indemnités*.

A propos du second objectif : il est directement lié au premier. Proposer des revendications ne se fait pas sans une base sérieuse, sans savoir de quoi on parle. Notre Fédération BATI-MAT-TP CFTC propose ces grilles de minima pour offrir aux négociateurs les chiffres-clés qui permettront d'aboutir à des revendications solides, qui s'appuient sur la réalité... parfois irritante, comme cette différence avoisinant les 85% entre les moyennes des indemnités de trajet des travaux publics de Savoie et de Bretagne. Une différence qui dépasse les 300% en ce qui concerne les indemnités de transport du bâtiment !

Notre Fédération BATI-MAT-TP CFTC négocie pour un niveau de vie décent, et une prise en compte de la pénibilité. C'est pourquoi nous revendiquons que les salaires les plus bas ne puissent être inférieurs à 1400€ par mois. Un barème à appliquer dans chacune des négociations auxquelles contribue un négociateur BATI-MAT-TP CFTC.

SALAIRES 2008-09

OUVRIERS ❖


**Ordre
alphabétique**

	Valeur du point	Partie fixe	Coefficient 150	Coefficient 170	Coefficient 185	Coefficient 210	Coefficient 230	Coefficient 250	Coefficient 270	Application	Extension
ALSACE	6,08	301,44	1 349,86	1 365,03	1 426,76	1 578,83	1 700,48	1 822,14	1 943,80	01/04/2009	?
AQUITAINE	5,47	416,84	1 282,70	1 303,73	1 428,87	1 565,63	1 675,04	1 811	1 922,05	01/07/2007	12/07/2007
			1 321,47	1 343,14	1 472,05	1 612,95	1 725,67	1 865,74	1 980,14	01/07/2008	☐
AUVERGNE	5,73	382,46	1 241,96	1 356,56	1 442,51	1 585,76	1 700,36	1 814,96	1 929,76	01/07/2008	23/10/2008 ¹
BASSE NORMANDIE	5,82	341,72	1 349,86	1 367,76	1 418,27	1 563,87	1 980,20	1 812,61	1 930	01/05/2009	?
BOURGOGNE	4,6116	541,865	1 305,88	1 325,60	1 395,36	1 510,63	1 603,15	1 694,15	1 786,67	01/04/2008	?
BRETAGNE			1 354	1 359	1 440,10	1 595,90	1 721,70	1 847,50	1 973,30	01/01/2009	☐
CENTRE +10			1 327	1 344	1 409	1 520	1 606	1 693	1 779	01/10/2008	05/12/2008
CENTRE -10	4,42	612	1 275	1 363	1 430	1 540	1 629	1 717	1 805	01/05/2008	04/10/2008
CHAMPAGNE-ARDENNE	6,33	206	1 330	1 340	1 377,05	1 535,30	1 691,90	1 788,50	1 915,10	01/09/2008	28/08/2008
CORSE			1 277,06	1 279,46	1 332,96	1 433,29	1 541,58	1 619,61	1 704,02	01/07/2006	01/02/2007
FRANCHE COMTÉ	5,321	455,837	1 356	1 376	1 440,14	1 573,15	1 679,56	1 785,97	1 892,39	01/06/2008	18/06/2008
HAUTE NORMANDIE			1 281	1 290	1 360	1 469	1 577	1 713	1 823	01/01/2008	06/09/2008
ÎLE DE FRANCE Hors Seine-et-Marne	7	239,19	1 289,19	1 304,36	1 456,03	1 607,70	1 683,54	1 789,71	1 941,38	01/11/2007	20/03/2008
Seine-et-Marne			1 355	1 380	1 410	1 540	1 665	1 801	1 940	01/01/2009	?
LANGUEDOC-ROUSSILLON	6,54	230	1 305,60	1 341,67	1 439,76	1 603,24	1 734,03	1 864,81	1 995,60	01/09/2008	18/07/2008
LIMOUSIN			1 341,14	1 414,34	1 492,23	1 615,29	1 716,53	1 836,47	1 939,27	01/01/2009	18/03/2009
LORRAINE			1 319,11	1 344,45	1 370,62	1 537,91	1 657,96	1 782,84	1 923,72	01/04/2008	18/07/2008
MIDI PYRÉNÉES			1 339	1 367,53	1 447,74	1 581,42	1 688,37	1 795,31	1 902,26	01/05/2008	22/08/2008 ¹
NORD-PAS DE CALAIS	selon le coefficient	130	1 369,67	1 404,46	1 477,25	1 627,63	1 770,26	1 912,89	2 055,52	01/01/2009	02/04/2009
PAYS DE LA LOIRE	6,86	164	1 322,56	1 368,06	1 433,28	1 604,67	1 741,17	1 879,19	2 015,69	01/07/2008	14/11/2008
PICARDIE			1 327,11	1 349,86	1 395,36	1 462,10	1 566,75	1 671,40	1 780,61	01/10/2008	21/02/2009
POITOU-CHARENTES	6,81	125	1 321,05	1 360,48	1 384,75	1 554,61	1 691,12	1 827,62	1 964,13	01/07/2008	?
PACA	6,91	213,43	1 340	1 388,13	1 491,78	1 664,53	1 802,73	1 940,93	2 079,13	01/10/2008	12/09/2008
RHÔNE-ALPES	7,16	150	1 318	1 367,20	1 474,60	1 653,60	1 796,80	1 940	2 083,20	01/01/2008	16/05/2008
MOYENNE			1 319,97	1 352,53	1 423,93	1 563,50	1 684,18	1 798,40	1 917,68		

? Extension demandée. ☐ Décision unilatérale.

BÂTIMENT OUVRIERS

Ordre
décroissant

	Coefficient 150	Coefficient 170	Coefficient 185	Coefficient 210	Coefficient 230	Coefficient 250	Coefficient 270	Moyennes régionales	Ecart régionaux
PACA	1 340	1 388,13	1 491,78	1 664,53	1 802,73	1 940,93	2 079,13	1 672,46	14,91 %
RHÔNE-ALPES	1 318	1 367,20	1 474,60	1 653,60	1 796,80	1 940	2 083,20	1 661,91	14,19 %
NORD-PAS DE CALAIS	1 369,67	1 404,46	1 477,25	1 627,63	1 770,26	1 912,89	2 055,52	1 659,67	14,03 %
PAYS DE LA LOIRE	1 322,56	1 368,06	1 433,28	1 604,67	1 741,17	1 879,19	2 015,69	1 623,52	11,55 %
LIMOUSIN	1 341,14	1 414,34	1 492,23	1 615,29	1 716,53	1 836,47	1 939,27	1 622,18	11,46 %
BRETAGNE	1 354	1 359	1 440,10	1 595,90	1 721,70	1 847,50	1 973,30	1 613,07	10,83 %
BASSE NORMANDIE	1 349,86	1 367,76	1 418,27	1 563,87	1 780,20	1 812,61	1 930	1 570,04	7,87 %
LANGUEDOC- ROUSSILLON	1 305,60	1 341,67	1 439,76	1 603,24	1 734,03	1 864,81	1 995,60	1 612,10	10,76 %
ALSACE	1 349,86	1 365,03	1 426,76	1 578,83	1 700,48	1 822,14	1 943,80	1 598,13	9,80 %
MIDI PYRÉNÉES	1 339	1 367,53	1 447,74	1 581,42	1 688,37	1 795,31	1 902,26	1 588,80	9,16 %
POITOU- CHARENTES	1 321,05	1 360,48	1 384,75	1 554,61	1 691,12	1 827,62	1 964,13	1 586,25	8,99 %
FRANCHE-COMTÉ	1 356	1 376	1 440,14	1 573,15	1 679,56	1 785,97	1 892,39	1 586,17	8,98 %
Seine-et-Marne	1 355	1 380	1 410	1 540	1 665	1 801	1 940	1 584,43	8,86 %
ÎLE DE FRANCE Hors Seine-et-Marne	1 289,19	1 304,36	1 456,03	1 607,70	1 683,54	1 789,71	1 941,38	1 581,70	8,68 %
AUVERGNE	1 241,96	1 356,56	1 442,51	1 585,76	1 700,36	1 814,96	1 929,56	1 581,67	8,67 %
AQUITAINE	1 282,70	1 303,73	1 428,87	1 565,63	1 675,04	1 811	1 922,05	1 569,86	7,86 %
CHAMPAGNE- ARDENNE	1 330	1 340	1 377,05	1 535,30	1 691,90	1 788,50	1 915,10	1 568,26	7,75 %
LORRAINE	1 319,11	1 344,45	1 370,62	1 537,91	1 657,96	1 782,84	1 923,72	1 562,37	7,35 %
CENTRE -10	1 275	1 363	1 430	1 540	1 629	1 717	1 805	1 537	5,60 %
CENTRE +10	1 327	1 344	1 409	1 520	1 606	1 693	1 779	1 525,43	4,81 %
BOURGOGNE	1 305,88	1 325,60	1 395,36	1 510,63	1 603,15	1 694,15	1 786,67	1 517,35	4,25 %
PICARDIE	1 327,11	1 349,86	1 395,36	1 462,10	1 566,75	1 671,40	1 780,61	1 507,60	3,58 %
HAUTE- NORMANDIE	1 281	1 290	1 360	1 469	1 577	1 713	1 823	1 501,86	3,19 %
CORSE	1 277,06	1 279,46	1 332,96	1 433,29	1 541,58	1 619,61	1 704,02	1 455,43	0 %
MOYENNE	1 319,91	1 352,53	1 423,93	1 563,50	1 684,18	1 798,40	1 917,68	1 578,64	

¹ Accord étendu pour les entreprises de plus de 10 salariés. Pour les entreprises jusqu'à 10 salariés :

Auvergne : 09/11/2008

Midi-Pyrénées : 09/11/2008

PUBLICATION SPÉCIALE

SALAIRES 2008-09

EMPLOYÉS, TECHNICIENS, AGENTS DE MAÎTRISE ❖

	Position A	Position B	Position C	Position D	Position E	Position F	Position G	Position H	Application	Extension
ALSACE	1377	1479	1581	1683	1895	2121	2346	2499	01/04/2009	?
AQUITAINE	1370	1420	1500	1600	1800	2065	2350	2565	01/02/2008	?
AUVERGNE	1357	1441	1543	1683	1856	2060	2300	2600	01/05/2008	29/07/2008
BASSE NORMANDIE	1385	1468	1593	1758	1892	2089	2306	2586	01/05/2009	?
BOURGOGNE	1340	1425	1510	1650	1775	2050	2310	2450	01/02/2008	?
BRETAGNE	1395	1476	1588	1700	1843	2112	2362	2642	01/01/2009	☐
CENTRE	1355	1440	1550	1650	1830	2100	2300	2500	01/02/2008	?
CHAMPAGNE- ARDENNE	1350	1425	1510	1630	1800	2040	2300	2490	01/02/2008	?
CORSE	1350	1433	1532	1665	1833	2082	2328	2538	01/02/2008	?
FRANCHE COMTÉ	1340	1430	1500	1650	1870	2045	2320	2470	01/02/2008	11/06/2008
HAUTE NORMANDIE	1355	1425	1550	1705	1865	2080	2340	2490	01/01/2009	01/04/2009
ÎLE DE FRANCE Hors Seine-et-Marne	1340	1420	1520	1700	1850	2150	2400	2600	01/02/2008	18/11/2008
Seine-et-Marne	1380	1445	1545	1755	1955	2245	2465	2670	01/01/2009	?
LANGUEDOC- ROUSSILLON	1310	1400	1540	1660	1850	2065	2320	2510	01/02/2008	08/07/2008
LIMOUSIN	1392,61	1478,88	1540,50	1659	1797,25	2059,14	2372,37	2711,28	01/01/2009	04/03/2009
LORRAINE	1365	1435	1530	1650	1840	2050	2320	2500	01/02/2008	10/06/2008
MIDI PYRÉNÉES	1390	1464	1565	1716	1867	2220	2423	2675	01/03/2008	11/06/2008
NORD-PAS DE CALAIS	1410	1500	1615	1754	1890	2160	2425	2550	01/01/2009	01/04/2009
PAYS DE LA LOIRE	1353	1476	1594	1732	1866	2070	2306	2614	01/02/2008	08/07/2008
PICARDIE	1340	1430	1520	1650	1820	2070	2300	2410	01/07/2008	?
POITOU- CHARENTES	1636	1446,20	1559,80	1652,80	1859,40	2066	2355,20	2530,85	01/07/2008	18/04/2009
PACA	1360	1450	1550	1730	1850	2150	2360	2600	01/02/2008	?
RHÔNE-ALPES	1360	1440	1545	1655	1850	2070	2335	2610	01/02/2008	10/06/2008
MOYENNE	1362,53	1445,53	1547,01	1682,08	1850,16	2096,48	2345,37	2557,01		

☐ Extension demandée. ☐ Décision unilatérale.

BÂTIMENT EMPLOYÉS, TECHNICIENS AGENTS DE MAÎTRISE



	Position A	Position B	Position C	Position D	Position E	Position F	Position G	Position H	Moyennes régionales	Ecart régional
Seine-et-Marne	1380	1445	1545	1755	1955	2245	2465	2670	1932,50	6,55%
MIDI-PYRÉNÉES	1390	1464	1565	1716	1867	2220	2423	2675	1915	5,58%
NORD-PAS DE CALAIS	1410	1500	1615	1754	1890	2160	2425	2550	1913	5,47%
BRETAGNE	1395	1476	1588	1700	1843	2112	2362	2642	1889,75	4,19%
BASSE NORMANDIE	1385	1468	1593	1758	1892	2089	2306	2586	1884,63	3,91%
PACA	1360	1450	1550	1730	1850	2150	2360	2600	1881,25	3,72%
LIMOUSIN	1392,61	1478,88	1540,50	1659	1797,25	2059,14	2372,37	2711,28	1876,38	3,45%
PAYS DE LA LOIRE	1353	1476	1594	1732	1866	2070	2306	2614	1876,38	3,45%
ALSACE	1377	1479	1581	1683	1895	2121	2346	2499	1872,63	3,25%
ÎLE DE FRANCE Hors Seine-et-Marne	1340	1420	1520	1700	1850	2150	2400	2600	1872,50	3,24%
RHÔNE-ALPES	1360	1440	1545	1655	1850	2070	2335	2610	1858,13	2,45%
AUVERGNE	1357	1441	1543	1683	1856	2060	2300	2600	1855	2,27%
POITOU-CHARENTES	1363,60	1446,20	1559,80	1652,80	1859,40	2066	2355,20	2530,85	1854,23	2,23%
HAUTE NORMANDIE	1355	1425	1550	1705	1865	2080	2340	2490	1851,25	2,07%
CORSE	1350	1433	1532	1665	1833	2082	2328	2538	1845,13	1,73%
CENTRE	1355	1440	1550	1650	1830	2100	2300	2500	1840,63	1,48%
LORRAINE	1365	1435	1530	1650	1840	2050	2320	2500	1836,25	1,24%
AQUITAINE	1370	1420	1500	1600	1800	2065	2350	2565	1833,75	1,10%
LANGUEDOC-ROUSSILLON	1310	1400	1540	1660	1850	2065	2320	2510	1831,88	1%
FRANCHE-COMTÉ	1340	1430	1500	1650	1870	2045	2320	2470	1828,13	0,79%
CHAMPAGNE-ARDENNE	1350	1425	1510	1630	1800	2040	2300	2490	1818,13	0,24%
PICARDIE	1340	1430	1520	1650	1820	2070	2300	2410	1817,50	0,21%
BOURGOGNE	1340	1425	1510	1650	1775	2050	2310	2450	1813,75	0%
MOYENNE	1362,53	1445,53	1547,01	1682,08	1850,16	2096,48	2345,37	2557,01	1860,77	



PUBLICATION SPÉCIALE

SALAIRES 2008-09

IAC ❖

❖ COMMENTAIRES

POSITION A

moins de 24 ans

de 24 à 26 ans

de 26 à 28 ans

POSITION B

1^{er} échelon

Catégorie 1

Si un salarié, dans un emploi et à un coefficient égal ou supérieur à 75 :

- n'a pas travaillé 5 ans
- a travaillé 5 ans

Catégorie 2

après 5 ans

2^e échelon

Catégorie 1

Catégorie 2

POSITION C

1^{er} échelon

2^e échelon

Coef.	FRANCE 01/02/2009	NORD-PAS DE CALAIS 01/02/2009
60	1 645,80 €	1 639,20 €
65	1 782,95 €	1 775,80 €
70	1 920,10 €	1 912,40 €
75	2 057,25 €	2 049,00 €
80	2 194,40 €	2 185,60 €
85	2 331,55 €	2 322,20 €
90	2 468,70 €	2 458,80 €
95	2 605,85 €	2 595,40 €
100	2 743,00 €	2 732,00 €
103	2 825,29 €	2 813,96 €
108	2 962,44 €	2 950,56 €
120	3 291,60 €	3 278,40 €
130	3 565,90 €	3 551,60 €
162	4 443,66 €	4 425,84 €

Le bâtiment paye moins que les travaux publics. C'est un fait, et le phénomène s'aggrave d'année en année. Pour un emploi identique, deux salariés, l'un dans le bâtiment, l'autre dans les TP, ne percevront pas la même rémunération. Certaines entreprises jonglent même entre les deux conventions collectives pour tirer le meilleur parti de cette absurdité.

Cependant, notre Fédération BATI-MAT-TP CFTC ne peut que se féliciter de l'écart croissant entre les minima les plus bas de la grille et le SMIC. L'écart se creuse, au bénéfice des premiers échelons, mais il reste encore du chemin à parcourir pour aboutir à la revendication BATI-MAT-TP CFTC du minimum vital: 1400€.

Notre Fédération BATI-MAT-TP CFTC regrette que ce relèvement des plus bas salaires ait pour conséquence un tassement de la grille. Nous nous battons pour qu'à chaque négociation un même pourcentage d'augmentation soit appliqué jusqu'aux positions les plus hautes. Le Nord-Pas de Calais est un exemple de contre-productivité, puisqu'il a mis en place, pour les ouvriers, une valeur du point différente selon le coefficient.

Également, nous déplorons que les minima des IAC soient encore négociés sur la base de 169 heures par mois, quand l'horaire mensuel légal est à 151,67 heures.

BÂTIMENT IAC / MAÎTRES D'APPRENTISSAGE

• MAÎTRES D'APPRENTISSAGE

BASSE NORMANDIE

Versement d'un acompte de 75 € six mois après le début du contrat, puis 150 € par an.

BRETAGNE 03/05/2007 (étendu le 25/09/2008)

6 mois après le début du contrat	120 €
30 juin - mi-parcours	120 €
31 décembre de la 2 ^e année	120 €
Fin du contrat	120 €

CENTRE 25/01/2008 (étendu le 25/07/2008)

250 € par an.

LIMOUSIN 21/12/2006 (extension demandée)

6 mois après le début du contrat	50 €
30 juin - mi-parcours	50 €
31 décembre de la 2 ^e année	50 €
Fin du contrat	50 €
Si réussite au diplôme	50 €

LORRAINE 12/12/2007 (étendu le 02/10/2008)

2 mois après le début du contrat	70 €
30 juin - mi-parcours	70 €
31 décembre de la 2 ^e année	70 €
Fin du contrat	70 €
Si réussite au diplôme	120 €

MIDI-PYRÉNÉES

150 € par an.

PACA

200 € par an, versés en juin.

PICARDIE 13/04/2006

2 mois après le début du contrat	125 €
30 juin - mi-parcours	125 €
31 décembre de la 2 ^e année	125 €
Fin du contrat	125 €

POITOU-CHARENTES

150 € par an.

• COMMENTAIRES

L'apprentissage est indispensable dans le bâtiment. Étape intermédiaire permettant au jeune de s'intégrer professionnellement tout en appliquant au quotidien la pratique enseignée en cours, cette période doit être encadrée efficacement.

Notre Fédération BATI-MAT-TP CFTC s'est battue avec ténacité, au travers d'accords sur la formation et de négociations régionales, pour la mise en place et la juste rémunération du titre de maître d'apprentissage.

Aujourd'hui, nous constatons avec regret que certains syndicats donnent leur accord pour appliquer, en région, des minima qui dépendent des résultats de l'apprenti. Notre Fédération BATI-MAT-TP CFTC pose la question: l'obtention du diplôme relève-t-elle de la qualité du travail effectué par le maître d'apprentissage ? Les profs sont-ils payés en fonction des résultats de leurs élèves ?

SALAIRES 2008-09

TRANSPORT

Ordre
alphabétique

	Zone 1a 0 à 5 km	Zone 1b 5 à 10 km	Zone 2 10 à 20 km	Zone 3 20 à 30 km	Zone 4 30 à 40 km	Zone 5 40 à 50 km	Zone 6 50 à 60 km	Zone 6b/7 60 à 70 km	Application	Extension
ALSACE	2,13	2,13	2,84	3,88	5,31	6,45			01/04/2009	☐
AQUITAINE ¹	0,75	2,04	4,18	7,04	9,29	12,13			01/01/2008	☐
AUVERGNE	0,68	1,55	4,56	7,19	9,95	12,57			01/07/2008	23/10/2008 ⁷
BASSE NORMANDIE ²	1,52	2,30	4,59	7,66	10,73	13,79			01/07/2009	?
BOURGOGNE	0,49	1,46	2,20	3,66	5,14	6,64			01/04/2008	18/03/2008
BRETAGNE ¹	0,44	2,19	4,35	5,96	7,64	9,30			01/01/2009	☐
CENTRE ²	0	3,30	6,92	10,23	14,16	18,14			01/05/2008	04/10/2008
CHAMPAGNE- ARDENNE	1,10	1,75	3,30	5	6,60	8,30			01/04/2008	27/05/2008
CORSE	0,46	0,91	1,83	2,74	3,66	5,34			01/03/2000	07/03/2001
FRANCHE COMTÉ	1,95	1,95	4,10	6,74	8,61	10,70			01/01/2008	18/06/2008
HAUTE NORMANDIE	1,55	2,17	5,14	7,56	10,24	13,57			01/01/2009	?
ÎLE DE FRANCE Hors Seine-et-Marne	0,61	1,22	2,13	3,35	3,96	4,73	5,49		01/11/2007	20/03/2008
Seine-et-Marne	1,28	1,70	2,33	3,85	4,92	6,42	7,70		01/01/2009	?
LANGUEDOC- ROUSSILLON	1	1,96	3,63	5,84	8,13	10,35			01/03/2008	18/07/2008
LIMOUSIN	0,67	1,48	4,53	7,52	10,54	13,54			01/01/2009	18/03/2009
LORRAINE	1,79	1,79	3,69	5,95	8,97	10,45			01/01/2009	?
MIDI PYRÉNÉES	1,20	2,60	5,25	7,85	10,40	13,20			01/05/2008	22/08/2008 ⁷
NORD-PAS DE CALAIS	1,80	1,80	4,25	6,60	9,24	11,82			01/01/2009	?
PAYS DE LA LOIRE										
• Loire Atlantique	0,67	0,87	3,36	6,36	9,72	14,46	15,51	18,76	01/10/2007	13/11/2007
• Maine-et-Loire	0,67	0,87	3,36	6,36	9,72	14,46	15,51	18,76	01/10/2007	13/11/2007
• Mayenne	0	1,30	3,11	5,91	8,95	13,11	15,00	17,00	01/10/2007	13/11/2007
• Sarthe ³	0,44	0,73	3,09	5,90	8,89	12,87	13,80	16,68	01/10/2007	13/11/2007
• Vendée	0,69	0,88	3,29	6,19	9,44	13,83	15,10	18,29	01/10/2007	13/11/2007
PICARDIE	1,25	1,25	3,75	6,25	8,75	11,25			01/04/2008	19/11/2008

? Extension demandée. ☐ Décision unilatérale.

BÂTIMENT INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS

	Zone 1a 0 à 5 km	Zone 1b 5 à 10 km	Zone 2 10 à 20 km	Zone 3 20 à 30 km	Zone 4 30 à 40 km	Zone 5 40 à 50 km	Zone 6 50 à 60 km	Zone 6b/7 60 à 70 km	Application	Extension
POITOU-CHARENTES	0,60	1,31	2,60	4,01	5,88	8,04			01/07/2008	22/04/2009
PACA	2,70	2,70	4,68	6,24	8,15	10,65			01/06/2008	12/09/2008
RHÔNE-ALPES										
• Ain ⁴	0,66	2,30	2,84	8,10	11,83	14,64			01/04/2008	?
• Ardèche-Drôme	1,30	2,34	4,67	7,57	10,55	13,50			01/01/2009	?
• Haute-Savoie ⁵	0,24€ le km								01/08/1998	
• Isère	0,91	2,76	5,41	8,85	12,26	15,45			01/01/2008	29/05/2008
• Loire	2,50	2,50	4,91	7,77	11,53	15,16			01/01/2008	?
• Rhône ⁶	3,48	3,48	6,90	10,91	15,22	19,29			01/03/2008	18/07/2008
• Savoie	4	4	8	12	16	20			01/08/2006	22/01/2009
MOYENNE	1,31	1,92	4,05	6,59	9,19	11,99	12,59	17,90		

• LÉGENDE

¹ Zone 1a: 0 à 4 km, zone 1b de 4 à 10 km.

Aquitaine: les ouvriers travaillant en sous-zone 1a sont considérés comme prenant leur repas à domicile, et ne peuvent donc prétendre au versement des indemnités de petits déplacements, sauf si le point de départ est situé dans la communauté urbaine de Bordeaux (art.3 de l'Accord régional du 16/06/77).

² Zone 1a: 0 à 3 km, zone 1b : 3 à 10 km.

Centre: pour les entreprises jusqu'à 10 salariés, application au 01/05/2007.

Basse-Normandie: en zone 1a, le salarié est présumé prendre son repas à sa résidence habituelle.

³ Aucune indemnité de transport en 1a pour les communes autres que: Le Mans, Allones, Arnage, Changé, La Chapelle-Saint-Aubin, Coulaines, Rouillon, Ruaudin, Sargé, Saint-Pavace et Yvré-l'Evêque.

⁴ Les indemnités de trajet et de transport sont majorées de 20% pour les chantiers situés dans des communes de l'Ain classées en zone de montagne.

⁵ Avantages individuels acquis.

⁶ Dans la zone urbaine de Lyon, les indemnités de transport et de trajet en 1a sont celles prévues en 1b.

⁷ Accord étendu pour les entreprises de plus de 10 salariés. Pour les entreprises jusqu'à 10 salariés:

Auvergne: 09/11/2008

Midi-Pyrénées: 09/11/2008

SALAIRES 2008-09

TRANSPORT

Ordre
décroissant

	Zone 1a 0 à 5 km	Zone 1b 5 à 10 km	Zone 2 10 à 20 km	Zone 3 20 à 30 km	Zone 4 30 à 40 km	Zone 5 40 à 50 km	Zone 6 50 à 60 km	Zone 6b/7 60 à 70 km	Moyennes régionales	Ecart régionaux
RA / Savoie	4,00	4,00	8,00	12,00	16,00	20,00			10,67	328,38%
CENTRE ²	0	3,30	6,92	10,23	14,16	18,14			10,55	323,69%
RA / Rhône ⁶	3,48	3,48	6,90	10,91	15,22	19,29			9,88	296,79%
PL / Mayenne	0	1,30	3,11	5,91	8,95	13,11	15	17	9,20	269,36%
PL / Loire Atlantique	0,67	0,87	3,36	6,36	9,72	14,46	15,51	18,76	8,71	249,95%
PL / Maine-et-Loire	0,67	0,87	3,36	6,36	9,72	14,46	15,51	18,76	8,71	249,95%
PL / Vendée	0,69	0,88	3,29	6,19	9,44	13,83	15,10	18,29	8,46	239,91%
PL / Sarthe ³	0,44	0,73	3,09	5,90	8,89	12,87	13,80	16,68	7,80	213,25%
RA / Isère	0,91	2,76	5,41	8,85	12,26	15,45			7,61	205,49%
RA / Loire	2,50	2,50	4,91	7,77	11,53	15,16			7,40	196,99%
BASSE NORMANDIE ²	1,52	2,30	4,59	7,66	10,73	13,79			6,77	171,69%
MIDI PYRÉNÉES	1,20	2,60	5,25	7,85	10,40	13,20			6,75	171,08%
RA / Ain	0,66	2,30	2,84	8,10	11,83	14,64			6,73	170,21%
HAUTE NORMANDIE	1,55	2,17	5,14	7,56	10,24	13,57			6,71	169,28%
RA / Ardèche-Drôme	1,30	2,34	4,67	7,57	10,55	13,50			6,66	167,27%
LIMOUSIN	0,65	1,44	4,41	7,32	10,26	13,18			6,21	149,40%
AUVERGNE	0,67	1,55	4,56	7,19	9,95	12,57			6,08	144,24%
NORD-PAS DE CALAIS	1,80	1,80	4,25	6,60	9,24	11,82			5,92	137,68%
AQUITAINE ¹	0,75	2,04	4,18	7,04	9,29	12,13			5,91	137,15%
PACA	2,70	2,70	4,68	6,24	8,15	10,65			5,85	135,07%
FRANCHE COMTÉ	1,95	1,95	4,10	6,74	8,61	10,70			5,68	127,91%
LORRAINE	1,79	1,79	3,69	5,95	8,97	10,45			5,44	118,47%
PICARDIE	1,25	1,25	3,75	6,25	8,75	11,25			5,42	117,54%
LANGUEDOC- ROUSSILLON	1	1,96	3,63	5,84	8,13	10,35			5,15	106,89%
BRETAGNE ¹	0,44	2,19	4,35	5,96	7,64	9,30			4,98	100%
NORD-PAS DE CALAIS -10	1,16	1,16	3,37	5,48	7,64	9,81			4,77	91,57%

RA: Rhône-Alpes • PL: Pays de la Loire

BÂTIMENT INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS

	Zone 1a 0 à 5 km	Zone 1b 5 à 10 km	Zone 2 10 à 20 km	Zone 3 20 à 30 km	Zone 4 30 à 40 km	Zone 5 40 à 50 km	Zone 6 50 à 60 km	Zone 6b/7 60 à 70 km	Moyennes régionales	Ecart régionaux
CHAMPAGNE- ARDENNE	1,10	1,75	3,30	5	6,60	8,30			4,34	74,36%
Seine-et-Marne	1,28	1,70	2,33	3,85	4,92	6,42	7,70		4,03	61,79%
ALSACE	2,13	2,13	2,84	3,88	5,31	6,45			3,79	52,21%
POITOU- CHARENTES	0,60	1,31	2,60	4,01	5,88	8,04			3,74	50,20%
BOURGOGNE	0,49	1,46	2,20	3,66	5,14	6,64			3,27	31,12%
ÎLE DE FRANCE Hors Seine-et-Marne	0,61	1,22	2,13	3,35	3,96	4,73	5,49		3,07	23,29%
CORSE	0,46	0,91	1,83	2,74	3,66	5,34			2,49	0%
RA / Haute-Savoie ⁵				0,24€ le km						
MOYENNE	1,31	1,92	4,05	6,59	9,19	11,99	12,59	17,90	6,37	

• LÉGENDE

¹ Zone 1a: 0 à 4 km, zone 1b de 4 à 10 km.

Aquitaine: les ouvriers travaillant en sous-zone 1a sont considérés comme prenant leur repas à domicile, et ne peuvent donc prétendre au versement des indemnités de petits déplacements, sauf si le point de départ est situé dans la communauté urbaine de Bordeaux (art.3 de l'Accord régional du 16/06/77).

² Zone 1a: 0 à 3 km, zone 1b : 3 à 10 km.

Centre: pour les entreprises jusqu'à 10 salariés, application au 01/05/2007.

Basse-Normandie: en zone 1a, le salarié est présumé prendre son repas à sa résidence habituelle.

³ Aucune indemnité de transport en 1a pour les communes autres que: Le Mans, Allones, Arnage, Changé, La Chapelle-Saint-Aubin, Coulaines, Rouillon, Ruaudin, Sargé, Saint-Pavace et Yvré-l'Evêque.

⁴ Les indemnités de trajet et de transport sont majorées de 20% pour les chantiers situés dans des communes de l'Ain classées en zone de montagne.

⁵ Avantages individuels acquis.

⁶ Dans la zone urbaine de Lyon, les indemnités de transport et de trajet en 1a sont celles prévues en 1b.

⁷ Accord étendu pour les entreprises de plus de 10 salariés. Pour les entreprises jusqu'à 10 salariés:

Auvergne: 09/11/2008

Midi-Pyrénées: 09/11/2008

SALAIRES 2008-09

TRAJET

 Ordre
alphabétique

	Zone 1a 0 à 5 km	Zone 1b 5 à 10 km	Zone 2 10 à 20 km	Zone 3 20 à 30 km	Zone 4 30 à 40 km	Zone 5 40 à 50 km	Zone 6 50 à 60 km	Zone 6b/7 60 à 70 km	Application	Extension
ALSACE	1,38	1,38	2,57	3,49	4,78	5,81			01/04/2009	☐
AQUITAINE ¹	0,50	1,48	2,79	3,96	5,22	6,64			01/01/2008	☐
AUVERGNE	0,57	1,23	2,44	3,53	4,47	5,84			01/07/2008	23/10/2008 ⁷
BASSE NORMANDIE ²	1,43	1,43	2,87	4,29	5,72	7,17			01/07/2009	?
BOURGOGNE	0,47	1,40	2,52	3,81	5,35	6,31			01/04/2008	18/03/2008
BRETAGNE ¹	0,41	1,33	1,84	2,76	3,85	4,61			01/01/2009	☐
CENTRE ²	0	2,23	3,63	4,47	5,59	6,99			01/05/2008	04/10/2008
CHAMPAGNE- ARDENNE	1	1,50	2,60	3,75	4,70	6,90			01/04/2008	27/05/2008
CORSE	0,30	0,76	1,52	3,05	4,57	6,86			01/03/2000	07/03/2001
FRANCHE COMTÉ	1,34	1,34	2,70	3,53	4,43	5,60			01/01/2008	18/06/2008
HAUTE NORMANDIE	0,70	0,92	1,94	2,95	3,88	5			01/07/2009	?
ÎLE DE FRANCE Hors Seine-et-Marne	0,76	1,52	2,29	3,51	4,27	5,34			01/11/2007	20/03/2008
Seine-et-Marne	0,52	1,72	2,61	3,98	4,68	6,07	6,94		01/01/2009	?
LANGUEDOC- ROUSSILLON	0,73	1,47	2,45	3,42	4,40	5,38			01/03/2008	18/07/2008
LIMOUSIN	0,67	1,50	3,10	4,42	5,75	7,09			01/01/2009	18/03/2009
LORRAINE	1,21	1,21	2,45	3,63	4,88	6,14			01/01/2009	?
MIDI PYRÉNÉES	0,94	1,72	3,66	4,66	6,20	7,86			01/05/2008	22/08/2008 ⁷
NORD-PAS DE CALAIS + 10	1,20	1,20	1,81	3,25	4,77	5,96			01/01/2009	?
PAYS DE LA LOIRE										
• Loire Atlantique	0,44	0,61	1,75	3,77	4,70	5,64	6,35	7,54	01/10/2007	13/11/2007
• Maine-et-Loire	0,44	0,61	1,75	3,77	4,70	5,64	6,35	7,54	01/10/2007	13/11/2007
• Mayenne	0	0,88	1,77	3,37	4,29	5,28	5,50	6,50	01/10/2007	13/11/2007
• Sarthe ³	0,28	0,46	1,74	3,07	4,16	4,90	5,51	6,55	01/10/2007	13/11/2007
• Vendée	0,45	0,63	1,78	3,52	4,39	5,34	5,88	6,85	01/10/2007	13/11/2007
PICARDIE	1,25	1,25	2,50	3,75	5	6,25			01/04/2008	19/11/2008

? Extension demandée. ☐ Décision unilatérale.

BÂTIMENT INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS

	Zone 1a 0 à 5 km	Zone 1b 5 à 10 km	Zone 2 10 à 20 km	Zone 3 20 à 30 km	Zone 4 30 à 40 km	Zone 5 40 à 50 km	Zone 6 50 à 60 km	Zone 6b/7 60 à 70 km	Application	Extension
POITOU-CHARENTES	0,57	0,92	1,81	2,95	4,07	5,45			01/07/2008	22/04/2009
PACA	1,80	1,80	2,90	3,90	5,20	6,20			01/06/2008	12/09/2008
RHÔNE-ALPES										
• Ain ⁴	0,46	1,10	2,18	3,29	4,36	5,59			01/04/2008	?
• Ardèche-Drôme	0,57	1,06	2,45	3,63	5,05	6,12			01/01/2009	?
• Haute-Savoie ⁵	0,11€ le km								01/08/1998	
• Isère	0,55	1,62	3,15	4,86	5,67	8,21			01/01/2008	29/05/2008
• Loire	1	1	2,65	3,70	5,25	6,67			01/01/2008	?
• Rhône ⁶	1,41	1,41	2,70	3,95	5,19	6,35			01/03/2008	18/07/2008
• Savoie	1,90	1,90	3,70	5,70	7,40	9,30			01/08/2006	22/01/2009
MOYENNE	0,84	1,27	2,50	3,83	5,05	6,40	6,09	7		

• LÉGENDE

¹ Zone 1a: 0 à 4 km, zone 1b de 4 à 10 km.

Aquitaine: les ouvriers travaillant en sous-zone 1a sont considérés comme prenant leur repas à domicile, et ne peuvent donc prétendre au versement des indemnités de petits déplacements, sauf si le point de départ est situé dans la communauté urbaine de Bordeaux (art.3 de l'Accord régional du 16/06/77).

² Zone 1a: 0 à 3 km, zone 1b : 3 à 10 km.

Centre: pour les entreprises jusqu'à 10 salariés, application au 01/05/2007.

Basse-Normandie: en zone 1a, le salarié est présumé prendre son repas à sa résidence habituelle.

³ Aucune indemnité de transport en 1a pour les communes autres que: Le Mans, Allones, Arnage, Changé, La Chapelle-Saint-Aubin, Coulaines, Rouillon, Ruaudin, Sargé, Saint-Pavace et Yvré-l'Evêque.

⁴ Les indemnités de trajet et de transport sont majorées de 20% pour les chantiers situés dans des communes de l'Ain classées en zone de montagne.

⁵ Avantages individuels acquis.

⁶ Dans la zone urbaine de Lyon, les indemnités de transport et de trajet en 1a sont celles prévues en 1b.

⁷ Accord étendu pour les entreprises de plus de 10 salariés. Pour les entreprises jusqu'à 10 salariés:

Auvergne: 09/11/2008

Midi-Pyrénées: 09/11/2008

PUBLICATION SPÉCIALE

SALAIRES 2008-09

TRAJET


 Ordre
décroissant

	Zone 1a 0 à 5 km	Zone 1b 5 à 10 km	Zone 2 10 à 20 km	Zone 3 20 à 30 km	Zone 4 30 à 40 km	Zone 5 40 à 50 km	Zone 6 50 à 60 km	Zone 6b/7 60 à 70 km	Moyennes régionales	Ecart régionaux
LIMOUSIN	0,67	1,48	4,53	7,52	10,54	13,54			6,38	158,65%
RA / Savoie	1,90	1,90	3,70	5,70	7,40	9,30			4,98	102,03%
CENTRE ²	0	2,23	3,63	4,47	5,59	6,99			4,58	85,76%
MIDI-PYRÉNÉES	0,94	1,72	3,66	4,66	6,20	7,86			4,17	69,19%
RA / Isère	0,55	1,62	3,15	4,86	5,67	8,21			4,01	62,57%
PA / Mayenne	0	0,88	1,77	3,37	4,29	5,28	5,50	6,50	3,94	59,79%
PL / Loire Atlantique	0,44	0,61	1,75	3,77	4,70	5,64	6,35	7,54	3,85	56,08%
PA / Maine-et-Loire	0,44	0,61	1,75	3,77	4,70	5,64	6,35	7,54	3,85	56,05%
BASSE NORMANDIE ²	1,43	1,43	2,87	4,29	5,72	7,17			3,82	54,80%
Seine-et-Marne	0,52	1,72	2,61	3,98	4,68	6,07	6,94		3,79	53,59%
PACA	1,80	1,80	2,90	3,90	5,20	6,20			3,63	47,30%
PA / Vendée	0,45	0,63	1,78	3,52	4,39	5,34	5,88	6,85	3,61	46,15%
RA / Rhône ⁶	1,41	1,41	2,70	3,95	5,19	6,35			3,50	41,96%
AQUITAINE ¹	0,50	1,48	2,79	3,96	5,22	6,64			3,43	39,12%
CHAMPAGNE- ARDENNE	1	1,50	2,60	3,75	4,70	6,90			3,41	38,18%
RA / Loire	1	1	2,65	3,70	5,25	6,67			3,38	36,96%
PA / Sarthe ³	0,28	0,46	1,74	3,07	4,16	4,90	5,51	6,55	3,33	35,15%
PICARDIE	1,25	1,25	2,50	3,75	5	6,25			3,33	35,14%
BOURGOGNE	0,47	1,40	2,52	3,81	5,35	6,31			3,31	34,19%
LORRAINE	1,21	1,21	2,45	3,63	4,88	6,14			3,25	31,89%
ALSACE	1,38	1,38	2,57	3,49	4,78	5,81			3,24	31,15%
FRANCHE- COMTÉ	1,34	1,34	2,70	3,53	4,43	5,60			3,16	27,97%
RA / Ardèche-Drôme	0,57	1,06	2,45	3,63	5,05	6,12			3,15	27,57%
NORD-PAS DE CALAIS	1,20	1,20	1,81	3,25	4,77	5,96			3,03	22,91%
AUVERGNE	0,57	1,23	2,44	3,53	4,47	5,84			3,01	22,16%
LANGUEDOC- ROUSSILLON	0,73	1,47	2,45	3,42	4,40	5,38			2,98	20,61%
ÎLE DE FRANCE Hors Seine-et-Marne	0,76	1,52	2,29	3,51	4,27	5,34			2,95	19,53%

RA : Rhône-Alpes • PL : Pays de la Loire

BÂTIMENT INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS

	Zone 1a 0 à 5 km	Zone 1b 5 à 10 km	Zone 2 10 à 20 km	Zone 3 20 à 30 km	Zone 4 30 à 40 km	Zone 5 40 à 50 km	Zone 6 50 à 60 km	Zone 6b/7 60 à 70 km	Moyennes régionales	Ecart régionaux
CORSE	0,30	0,76	1,52	3,05	4,57	6,86			2,84	15,27 %
RA / Ain ⁴	0,46	1,10	2,18	3,29	4,36	5,59			2,83	14,73 %
HAUTE NORMANDIE	0,70	0,92	1,94	2,95	3,88	5			2,57	3,99 %
POITOU- CHARENTES	0,55	0,89	1,76	2,86	3,95	5,29			2,55	3,38 %
BRETAGNE ¹	0,41	1,33	1,84	2,76	3,85	4,61			2,47	0
RA / Haute- Savoie				0,11€ / km						
MOYENNE	0,84	1,27	2,50	3,83	5,05	6,40	6,09	7	3,51	

• LÉGENDE

¹ Zone 1a: 0 à 4 km, zone 1b de 4 à 10 km.

Aquitaine: les ouvriers travaillant en sous-zone 1a sont considérés comme prenant leur repas à domicile, et ne peuvent donc prétendre au versement des indemnités de petits déplacements, sauf si le point de départ est situé dans la communauté urbaine de Bordeaux (art.3 de l'Accord régional du 16/06/77).

² Zone 1a: 0 à 3 km, zone 1b : 3 à 10 km.

Centre: pour les entreprises jusqu'à 10 salariés, application au 01/05/2007.

Basse-Normandie: en zone 1a, le salarié est présumé prendre son repas à sa résidence habituelle.

³ Aucune indemnité de transport en 1a pour les communes autres que: Le Mans, Allones, Arnage, Changé, La Chapelle-Saint-Aubin, Coulaines, Rouillon, Ruaudin, Sargé, Saint-Pavace et Yvré-l'Evêque.

⁴ Les indemnités de trajet et de transport sont majorées de 20% pour les chantiers situés dans des communes de l'Ain classées en zone de montagne.

⁵ Avantages individuels acquis.

⁶ Dans la zone urbaine de Lyon, les indemnités de transport et de trajet en 1a sont celles prévues en 1b.

⁷ Accord étendu pour les entreprises de plus de 10 salariés. Pour les entreprises jusqu'à 10 salariés:

Auvergne: 09/11/2008

Midi-Pyrénées: 09/11/2008

SALAIRES 2008-09



AC Ordre
alphabétique

REPAS ❖

	Indemnité	Application	Extension
ALSACE	8,10	01/04/2009	☐
AQUITAINE ¹	8,51	01/01/2008	☐
AUVERGNE	8,59	01/07/2008	23/10/2008 ⁴
BASSE NORMANDIE ²	8,40	01/07/2009	?
BOURGOGNE	8,42	01/04/2008	18/03/2008
BRETAGNE ¹	8,51	01/01/2009	☐
CENTRE ²	8,20	01/05/2008	04/10/2008
CHAMPAGNE- ARDENNE	8,15	01/04/2008	27/05/2008
CORSE	7,62	01/03/2000	07/03/2001
FRANCHE COMTÉ	8,75	01/01/2008	18/06/2008
HAUTE NORMANDIE	8,25	01/01/2009	?
ÎLE DE FRANCE Hors Seine-et-Marne	8,20	01/11/2007	20/03/2008
Seine-et-Marne	8,90	01/01/2009	?
LANGUEDOC- ROUSSILLON	8	01/03/2008	18/07/2008
LIMOUSIN	9,87	01/01/2009	18/03/2009
LORRAINE	8,58	01/01/2009	?
MIDI PYRÉNÉES	9	01/05/2008	22/08/2008 ⁴
NORD-PAS DE CALAIS	9	01/01/2009	?
PAYS DE LA LOIRE	8,10	01/10/2007	13/11/2007
PICARDIE	8,90	01/04/2008	19/11/2008
POITOU- CHARENTES	8	01/07/2008	22/04/2009
PACA	8,85	01/06/2008	12/09/2008

RHÔNE-ALPES

	Indemnité	Application	Extension
• Ain	9,18	01/04/2008	?
• Ardèche-Drôme	9,05	01/01/2009	?
• Haute-Savoie ³	7,29	01/08/1998	
• Isère	8,91	01/01/2008	29/05/2008
• Loire	9,04	01/01/2008	?
• Rhône	8,95	01/03/2008	18/07/2008
• Savoie	8,75	01/08/2006	22/01/2009

MOYENNE

8,55

❖ LÉGENDE

¹ Zone 1a: 0 à 4 km, zone 1b de 4 à 10 km.
Aquitaine: les ouvriers travaillant en sous-zone 1a sont considérés comme prenant leur repas à domicile, et ne peuvent donc prétendre au versement des indemnités de petits déplacements, sauf si le point de départ est situé dans la communauté urbaine de Bordeaux (art.3 de l'Accord régional du 16/06/77).

² Zone 1a: 0 à 3 km, zone 1b : 3 à 10 km.
Centre: pour les entreprises jusqu'à 10 salariés, application au 01/05/2007.
Basse-Normandie: en zone 1a, le salarié est présumé prendre son repas à sa résidence habituelle.

³ Avantages individuels acquis.

⁴ Accord étendu pour les entreprises de plus de 10 salariés. Pour les entreprises jusqu'à 10 salariés:

Auvergne: 09/11/2008

Midi-Pyrénées: 09/11/2008

BÂTIMENT INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS



	Indemnité	Écarts régionaux
LIMOUSIN	9,87	35,39 %
RA / Ain	9,18	25,93 %
RA / Ardèche-Drôme	9,05	24,14 %
RA / Loire	9,04	24,01 %
MIDI PYRÉNÉES	9	23,46 %
NORD-PAS DE CALAIS	9	23,46 %
RA / Rhône	8,95	22,77 %
RA / Isère	8,91	22,22 %
PICARDIE	8,90	22,09 %
Seine-et-Marne	8,90	22,09 %
PACA	8,85	21,40 %
RA / Savoie	8,75	20,03 %
FRANCHE COMTÉ	8,75	20,03 %
AUVERGNE	8,59	17,83 %
LORRAINE	8,58	17,70 %
AQUITAINE ¹	8,51	16,74 %
BRETAGNE ¹	8,51	16,74 %
BOURGOGNE	8,42	15,50 %
BASSE NORMANDIE ²	8,40	15,23 %
HAUTE NORMANDIE	8,25	13,17 %
ÎLE DE FRANCE Hors Seine-et-Marne	8,20	12,48 %
CENTRE ²	8,20	12,48 %
CHAMPAGNE- ARDENNE	8,15	11,80 %
PAYS DE LA LOIRE	8,10	11,11 %
ALSACE	8,10	11,11 %

	Indemnité	Écarts régionaux
POITOU- CHARENTES	8	9,74 %
LANGUEDOC- ROUSSILLON	8	9,74 %
CORSE	7,62	4,53 %
RA / Haute- Savoie ³	7,29	0 %
MOYENNE	8,55	

• LÉGENDE

¹ Zone 1a: 0 à 4 km, zone 1b de 4 à 10 km.
Aquitaine: les ouvriers travaillant en sous-zone 1a sont considérés comme prenant leur repas à domicile, et ne peuvent donc prétendre au versement des indemnités de petits déplacements, sauf si le point de départ est situé dans la communauté urbaine de Bordeaux (art.3 de l'Accord régional du 16/06/77).

² Zone 1a: 0 à 3 km, zone 1b : 3 à 10 km.
Centre: pour les entreprises jusqu'à 10 salariés, application au 01/05/2007.
Basse-Normandie: en zone 1a, le salarié est présumé prendre son repas à sa résidence habituelle.

³ Avantages individuels acquis.

⁴ Accord étendu pour les entreprises de plus de 10 salariés. Pour les entreprises jusqu'à 10 salariés:
Auvergne: 09/11/2008
Midi-Pyrénées: 09/11/2008

• COMMENTAIRES

Comme pour les salaires, la séparation du bâtiment et des travaux publics est préjudiciable au bâtiment. Cependant, si les écarts astronomiques de salaire entre les deux secteurs plaident pour une négociation conjointe, il faut que l'objectif de ce rapprochement serve les intérêts des salariés. Nivelier les salaires par le bas n'est pas une solution. Pire, c'est à contre-courant des principes que nous défendons: l'égalité des salaires pour une même activité.

Notre Fédération BATI-MAT-TPCFTC déplore également que les écarts entre les régions, parfois même voisines, n'attirent pas l'attention des représentants patronaux sur l'urgence d'harmoniser les indemnités. Certaines régions ont accusé un tel retard que même avec les meilleurs efforts du monde, elles restent en retrait.

SALAIRES 2008-09

OUVRIERS

 **Ordre
alphabétique**

	N1/P1 100	N1/P2 110	N2/P1 125	N2/P2 140	N3/P1 150	N3/P2 165	N4 180	Application	Extension
ALSACE	17 110	17 380	18 045	20 010	21 330	23 330	25 510	01/01/2009	<input type="checkbox"/>
AQUITAINE	16 953	17 323	17 973	20 038	21 470	23 591	25 737	01/01/2009	<input type="checkbox"/>
AUVERGNE	17 160,40	17 053,50	17 929,61	20 081,16	21 515,53	23 446,57	25 577,81	01/01/2009	03/04/2009
BOURGOGNE	16 800	17 120	17 800	19 850	21 055	23 180	25 150	01/01/2008	12/07/2008
BRETAGNE	16 700	17 000	17 520	19 620	21 020	23 000	25 090	01/01/2008	22/07/2008
CENTRE	17 329	17 776	18 426	20 636	22 110	23 163	25 269	01/01/2009	18/04/2009
CHAMPAGNE- ARDENNE	17 200	17 350	17 950	20 000	21 150	23 370	25 320	01/01/2009	29/04/2009
CORSE	15 500	15 668	16 278,95	18 232	19 534,74	21 474,22	25 426	01/07/2006	<input type="checkbox"/>
FRANCHE COMTÉ	16 670	17 100	17 750	19 810	21 230	23 050	25 160	01/01/2008	28/03/2008
ÎLE DE FRANCE	17 590	17 820	18 650	20 750	22 100	24 350	26 550	01/01/2009	<input type="checkbox"/>
LANGUEDOC- ROUSSILLON	16 863	17 872	18 459	20 478	21 855	24 042	26 058	01/01/2009	01/04/2009
LIMOUSIN	17 120	17 594	17 980	20 139	21 576	23 581	25 725	01/01/2009	23/04/2009
LORRAINE	17 200	17 500	18 000	20 000	21 100	22 800	24 800	01/01/2009	01/04/2009
MIDI PYRÉNÉES	17 220	17 470	17 990	20 060	21 495	23 355	25 500	01/01/2009	<input type="checkbox"/>
NORD-PAS DE CALAIS	17 340	17 610	18 040	20 210	21 620	23 610	25 750	01/01/2009	10/04/2009
NORMANDIE	16 748	17 294	28 305	20 165	21 606	23 535	25 674	01/01/2009	<input type="checkbox"/>
PAYS DE LA LOIRE	16 625	16 925	17 650	19 675	21 135	22 895	24 970	01/01/2008	06/08/2008
PICARDIE	16 625	17 025	17 545	19 650	21 055	23 010	25 100	01/01/2008	29/08/2008
POITOU- CHARENTES	16 995	17 909	18 281	20 378	21 832	23 507	25 642	01/01/2009	22/04/2009
PACA	17 448	18 076	18 802	20 755	22 238	23 774	25 935	01/01/2009	<input type="checkbox"/>
RHÔNE-ALPES	17 000	17 495	18 522	20 332	21 928	23 900	25 962	01/01/2008	25/04/2008
MOYENNE	16 961,73	17 362,40	17 995,07	20 041,39	21 426,44	23 330,66	25 519,32		

Extension demandée. Décision unilatérale.

TRAVAUX PUBLICS OUVRIERS



	N1/P1 100	N1/P2 110	N2/P1 125	N2/P2 140	N3/P1 150	N3/P2 165	N4 180	Moyennes régionales	Ecart régionaux
ÎLE DE FRANCE	17 590	17 820	18 650	20 750	22 100	24 350	26 550	21 115,71	11,88 %
PACA	17 448	18 076	18 802	20 755	22 238	23 774	25 935	21 004	11,29 %
LANGUEDOC- ROUSSILLON	16 863	17 872	18 459	20 478	21 855	24 042	26 058	20 803,86	10,23 %
RHÔNES-ALPES	17 000	17 495	18 522	20 332	21 928	23 900	25 962	20 734,14	9,86 %
CENTRE	17 329	17 776	18 426	20 636	22 110	23 163	25 269	20 672,71	9,53 %
POITOU-CHARENTES	16 995	17 909	18 281	20 378	21 832	23 507	25 642	20 649,14	9,41 %
NORD-PAS DE CALAIS	17 340	17 610	18 040	20 210	21 620	23 610	25 750	20 597,14	9,13 %
LIMOUSIN	17 120	17 594	17 980	20 139	21 576	23 581	25 725	20 530,71	8,78 %
NORMANDIE	16 748	17 294	18 305	20 165	21 606	23 535	25 674	20 475,29	8,49 %
MIDI-PYRÉNÉES	17 220	17 470	17 990	20 060	21 495	23 355	25 500	20 441,43	8,31 %
AQUITAINE	16 953	17 323	17 973	20 038	21 470	23 591	25 737	20 440,71	8,30 %
AUVERGNE	17 160,40	17 303,50	17 929,61	20 081,16	21 515,53	23 446,57	25 577,81	20 430,65	8,25 %
ALSACE	17 110	17 380	18 045	20 010	21 330	23 310	25 510	20 385	8,01 %
CHAMPAGNE-ARDENNE	17 200	17 350	17 950	20 000	21 150	23 370	25 320	20 334,29	7,74 %
LORRAINE	17 200	17 500	18 000	20 000	21 100	22 800	24 800	20 200	7,03 %
BOURGOGNE	17 200	17 500	18 000	20 000	21 100	22 800	24 800	20 200	7,03 %
FRANCHE-COMTÉ	16 670	17 100	17 750	19 810	21 230	23 050	25 160	20 110	6,55 %
PICARDIE	16 625	17 025	17 545	19 650	21 055	23 010	25 100	20 001,43	5,98 %
BRETAGNE	16 700	17 000	17 520	19 620	21 020	23 000	25 090	19 992,86	5,93 %
PAYS DE LA LOIRE	16 625	16 925	17 650	19 675	21 135	22 895	24 970	19 982,14	5,87 %
CORSE	15 500	15 668	16 278,95	18 232	19 534,74	21 474,22	25 426	18 873,42	0 %
MOYENNE	16 961,73	17 362,40	17 995,07	20 041,39	21 426,44	23 330,66	25 519,32	20 376,72	



PUBLICATION SPÉCIALE
SALAIRES
2008-09

ETAM

Ordre
alphabétique

	POSITION A	POSITION B	POSITION C	POSITION D	POSITION E	POSITION F	POSITION G	POSITION H	Application	Extension
ALSACE	17 110	17 775	19 160	21 390	22 885	25 400	29 045	30 190	01/01/2009	?
AQUITAINE	16 845	18 105	19 481	21 345	22 744	27 156	29 448	30 651	01/01/2009	?
AUVERGNE	17 095,80	18 158,97	19 455,10	21 697,35	24 053,35	27 120,32	29 712,59	32 305,94	01/01/2009	03/04/2009
BOURGOGNE	16 800	17 750	19 635	20 950	23 000	25 800	28 300	29 300	01/01/2008	12/07/2008
BRETAGNE	16 700	17 840	19 110	21 130	23 150	25 700	28 900	30 400	01/01/2008	22/07/2008
CENTRE	16 847	18 366	19 887	21 526	24 216	26 908	29 481	30 651	01/01/2009	18/04/2009
CHAMPAGNE- ARDENNE	17 280	17 880	19 580	21 580	23 320	26 250	29 230	31 350	01/01/2009	29/04/2009
CORSE	15 600	16 536	17 490	19 822	21 836	24 062	27 136	28 885		
FRANCHE COMTÉ	16 670	17 200	19 000	21 100	22 900	25 540	28 340	28 950	01/01/2008	28/03/2008
ÎLE DE FRANCE	17 590	19 090	20 550	22 600	25 420	28 250	30 150	30 920	01/01/2009	10/04/2009
LANGUEDOC- ROUSSILLON	16 962	18 321	20 154	21 458	24 428	26 898	29 458	21 147	01/01/2009	01/04/2009
LIMOUSIN	17 120	18 068	20 140	21 327	23 228	25 704	29 003	30 065	01/01/2009	23/04/2009
LORRAINE	17 200	17 750	19 500	21 630	23 780	26 400	29 570	30 650	01/01/2009	01/04/2009
MIDI PYRÉNÉES	17 220	17 980	19 470	21 340	23 530	26 920	29 420	30 510	01/01/2009	?
NORD-PAS DE CALAIS	17 420	18 290	19 630	21 500	23 550	26 180	29 500	30 650	01/01/2009	10/04/2009
NORMANDIE	16 748	17 714	18 985	21 653	23 382	25 865	28 542	30 255	01/01/2009	?
PAYS DE LA LOIRE	16 605	17 400	18 850	20 880	22 810	25 150	28 430	30 590	01/01/2008	?
PICARDIE	16 625	17 640	19 060	21 040	23 290	26 160	28 580	29 910	01/01/2008	29/08/2008
POITOU- CHARENTES	16 946	17 737	19 492	20 674	23 059	25 863	28 214	29 978	01/01/2009	?
PACA	17 488	18 410	19 445	21 823	24 041	26 493	29 876	31 787	01/01/2009	?
RHÔNE-ALPES	17 000	18 390	19 961	21 764	24 617	27 141	29 644	30 635	01/01/2008	25/04/2008
MOYENNE	16 946,28	17 923,86	19 430,24	21 344,25	23 487,59	26 236,21	29 046,65	30 465,71		

? Extension demandée. ☐ Décision unilatérale.

TRAVAUX PUBLICS EMPLOYÉS, TECHNICIENS AGENTS DE MAÎTRISE



	POSITION A	POSITION B	POSITION C	POSITION D	POSITION E	POSITION F	POSITION G	POSITION H	Moyenne régionale	Ecart régionaux
ÎLE-DE-FRANCE	17 590	19 090	20 550	22 600	25 420	28 250	30 150	30 920	24 321,25	13,54 %
AUVERGNE	17 095,80	18 158,97	19 455,10	21 697,35	24 053,35	27 120,32	29 712,59	32 305,94	23 699,93	10,64 %
PACA	17 488	18 410	19 445	21 823	24 041	26 493	29 876	31 787	23 670,30	10,50 %
RHÔNE-ALPES	17 000	18 390	19 961	21 764	24 617	27 141	29 644	30 635	23 644	10,38 %
LANGUEDOC- ROUSSILLON	16 962	18 321	20 154	21 458	24 428	26 898	29 458	31 147	23 603,25	10,19 %
CENTRE	16 847	18 366	19 887	21 526	24 216	26 908	29 481	30 651	23 485,25	9,64 %
NORD-PAS DE CALAIS	17 420	18 290	19 630	21 500	23 550	26 180	29 500	30 650	23 340	8,96 %
LORRAINE	17 200	17 750	19 500	21 630	23 780	26 400	29 570	30 650	23 310	8,82 %
CHAMPAGNE- ARDENNE	17 280	17 880	19 580	21 580	23 320	26 250	29 230	31 350	23 308,75	8,81 %
MIDI-PYRÉNÉES	17 220	17 980	19 470	21 340	23 530	26 920	29 420	30 510	23 298,75	8,77 %
AQUITAINE	16 845	18 105	19 481	21 345	22 744	27 156	29 448	30 651	23 221,88	8,41 %
LIMOUSIN	17 120	18 068	20 140	21 237	23 228	25 704	29 003	30 065	23 081,88	7,75 %
NORMANDIE	16 748	17 714	18 985	21 653	23 382	25 865	28 542	30 255	22 893	6,87 %
ALSACE	17 110	17 775	19 160	21 390	22 885	25 400	29 045	30 190	22 869,38	6,76 %
BRETAGNE	16 700	17 840	19 110	21 130	23 150	25 700	28 900	30 400	22 866,25	6,75 %
PICARDIE	16 625	17 640	19 060	21 040	23 290	26 160	28 580	29 910	22 788,13	6,38 %
POITOU- CHARENTES	16 946	17 737	19 492	20 674	23 059	25 863	28 214	29 978	22 745,38	6,18 %
BOURGOGNE	16 800	17 750	19 635	20 950	23 000	25 800	28 300	29 300	22 691,88	5,93 %
PAYS DE LA LOIRE	16 605	17 400	18 850	20 880	22 810	25 150	28 430	30 590	22 589,38	5,45 %
FRANCHE-COMTÉ	16 670	17 200	19 000	21 100	22 900	25 540	28 340	28 950	22 462,50	4,86 %
CORSE	15 600	16 536	17 490	19 822	21 836	24 062	27 136	28 885	21 420,88	0,00 %
MOYENNE	16 946,28	17 923,86	19 430,24	21 344,25	23 487,59	26 236,21	29 046,65	30 465,71	23 110,10	



Le 1%

Logement, pensez y !

PRÊT ACCESSION

9 600 € maxi. à 1,5 %*
pour le financement de la
résidence principale
réservé aux primo-accédants**
et à la mobilité professionnelle

AVANCE LOCA-PASS®

Un prêt à 0 %
pour le versement
du dépôt de garantie

GARANTIE LOCA-PASS®

ou GRL
une garantie du
paiement des loyers

AIDE MOBILI-PASS®

Une subvention
de 3 200 €
prenant en charge certaines
dépenses liées à la mobilité
professionnelle

PRÊT RELAIS

105 600 € maxi. à 1 %*
dans le cadre de
la mobilité professionnelle

CIL-PASS assistance®

Une aide personnalisée
et gratuite pour le maintien
dans le logement, en cas de
difficultés financières

PASS-FONCIER®

50 000 € maxi. à 1,5 %*
pour l'achat différé du terrain

PRÊT ROBIEN "recentré"

Un financement à 1 %*
pour les investisseurs privés

N° Vert 0 800 88 10 48

* hors assurance - pas de frais de dossier
** sous condition de ressources

Faites bénéficier vos salariés de ces aides en nous contactant
au 01 44 31 19 13

EMPLOYÉS, TECHNICIENS AGENTS DE MAÎTRISE / IAC



CONVENTION DE FORFAIT EN JOURS - ETAM ❖

	POSITION F	POSITION G	POSITION H	Application	Extension
ALSACE	29 210	33 402	24 718	01/01/2009	?
AQUITAINE	31 229	33 865	36 140	01/01/2009	?
AUVERGNE	31 188,37	34 169,48	37 151,83	01/01/2009	03/04/2009
BOURGOGNE	29 670	32 545	33 695	01/01/2008	?
CENTRE	30 944	33 903	35 249	01/01/2009	18/04/2009
CHAMPAGNE- ARDENNE	30 190	33 615	36 055	01/01/2009	29/04/2009
FRANCHE COMTÉ	29 371	32 591	33 293	01/01/2008	28/03/2008
ÎLE DE FRANCE	31 625	33 753	34 615	01/01/2008	27/02/2008
LANGUEDOC- ROUSSILLON	30 933	33 877	35 819	01/01/2009	01/04/2009
LIMOUSIN	29 559	33 354	34 575	01/01/2009	?
MIDI PYRÉNÉES	30 958	33 833	35 086,50	01/01/2009	?
NORD-PAS DE CALAIS	30 110	33 930	35 250	01/01/2009	?
PACA	30 467	34 357	36 555	01/01/2009	?
PICARDIE	30 085	32 870	34 400	01/01/2008	?
POITOU- CHARENTES	29 742	32 446	34 475	01/01/2009	?
RHÔNE-ALPES	31 212	34 091	35 230	01/01/2008	25/04/2008

❖ Extension demandée. ☐ Décision unilatérale.

❖ IAC

Applicable au 01/01/2009

	POSITION A1	POSITION A2	POSITION B1	POSITION B2	POSITION B3	POSITION B4	POSITION C1	POSITION C2
Salaire annuel	24 745	26 818	31 818	34 000	35 909	38 727	40 909	48 000
Convention de forfait en jours	27 220	29 500	35 000	37 400	39 500	42 600	45 000	52 800

❖ COMMENTAIRES

L'année compte-t-elle 12 mois ou 11? Si notre Fédération BATI-MAT-TP CFTC se pose la question, c'est parce que certaines régions appliquent des salaires annuels dont on dirait qu'ils sont calculés sur seulement onze mois. A y regarder de plus près, c'est peut-être la prime de vacances – pourtant conventionnelle! – qui est négligée.

Le minimum vital revendiqué par notre Fédération BATI-MAT-TP CFTC est ici de 17220€ annuels, correspondant à 1400€ sur 12 mois, plus la prime de vacances conventionnelle correspondant à 30% du salaire mensuel.

Nous nous félicitons, malgré le retard de certains, que des régions, comme Midi-Pyrénées, appliquent à leurs ouvriers et leurs ETAM le minimum que nous recommandons, et plus encore que d'autres régions aillent au-delà de ce seuil.

Nous déplorons cependant que ces accord régionaux, pourtant négociés autour du moins de janvier, ne soient, pour certains, pas étendus avant le deuxième semestre, voire la fin de l'année. Cela repousse leur application dans les entreprises non adhérentes aux syndicats patronaux signataires.

SALAIRES 2008-09



abc Ordre
alphabétique

TRANSPORT

	Zone 1a 0 à 5 km	Zone 1b 5 à 10 km	Zone 2 10 à 20 km	Zone 3 20 à 30 km	Zone 4 30 à 40 km	Zone 5 40 à 50 km	Zone 6 50 à 60 km	Application	Extension
ALSACE	2,30	2,30	3,05	4,15	5,65	6,85	8,25	01/01/2009	?
AQUITAINE	2,21	2,21	4,46	7,45	9,88	12,83		01/01/2009	?
AUVERGNE	0,71	2,16	4,32	7,18	10,14	12,94		01/01/2009	03/04/2009
BOURGOGNE	2,10	2,10	4,20	6,70	8,40	10,50		01/03/2008	?
BRETAGNE	2,49	2,49	4,26	6,06	7,72	9,54		01/01/2008	?
CENTRE	1,84	2,97	6,22	9,21	12,76	16,32		01/01/2009	18/04/2009
CHAMPAGNE- ARDENNE	2,44	2,44	5,55	7,80	10,26	12,47		01/01/2009	29/04/2009
CORSE	0,46	0,91	1,83	2,74	3,66	5,34		01/03/2000	
FRANCHE COMTÉ	1,80	1,80	3,80	6,50	8,90	11,00		01/01/2007	
ÎLE DE FRANCE ¹	1,79	1,79	3,12	4,91	5,78	6,89	8,28	01/01/2009	10/04/2009
LANGUEDOC- ROUSSILLON	1,05	2,42	4,49	7,19	10	12,72		01/01/2008	30/04/2008
LIMOUSIN	0,65	1,45	4,41	7,36	10,29	13,24		01/01/2009	?
LORRAINE	1,79	1,79	3,69	5,95	8,97	10,45		01/01/2009	?
MIDI PYRÉNÉES	1,40	2,80	5,60	8,40	11,20	14		01/01/2009	?
NORD-PAS DE CALAIS	1,80	1,80	4,20	6,32	8,48	10,86		01/01/2009	10/04/2009
NORMANDIE	2,84	2,84	5,68	8,52	11,36	14,20		01/05/2005	
PAYS DE LA LOIRE	1,10	2,20	4,90	8,20	11,30	14,45		01/04/2005	
PICARDIE	1,25	1,25	3,75	6,25	8,75	11,25		01/01/2008	?
POITOU-CHARENTES	1,60	2,88	5,77	9,17	12,96	16,18		01/10/2008	22/04/2009
PACA	1,96	1,96	3,89	6,73	8,61	11,12		01/01/2009	?
RHÔNE-ALPES									
• Ain ²	0,66	2,30	4,84	8,10	11,38	14,64		01/04/2008	?
• Ardèche-Drôme	1,30	2,34	4,67	7,57	10,55	13,50		01/01/2009	22/04/2009
• Haute-Savoie				0,24€ le km				01/08/1998	
• Isère	0,91	2,76	5,41	8,85	12,26	15,45		01/01/2008	26/04/2008
• Loire	2,50	2,50	4,91	7,77	11,53	15,16		01/01/2008	?
• Rhône ³	3,48	3,48	6,90	10,91	15,22	19,29		01/03/2008	12/07/2008
• Savoie	4,00	4,00	8,00	12,00	16,00	20,00		01/12/2003	22/01/2009
MOYENNE	1,79	2,31	4,69	7,38	10,07	12,74	8,27		

? Extension demandée. ☐ Décision unilatérale.

TRAVAUX PUBLICS INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS



	Zone 1a 0 à 5 km	Zone 1b 5 à 10 km	Zone 2 10 à 20 km	Zone 3 20 à 30 km	Zone 4 30 à 40 km	Zone 5 40 à 50 km	Zone 6 50 à 60 km	Moyennes régionales	Ecart régionaux
RA / Savoie	4,00	4,00	8,00	12,00	16,00	20,00		10,67	328,38 %
RA / Rhône ³	3,48	3,48	6,90	10,91	15,22	19,29		9,88	296,79 %
CENTRE	1,84	2,97	6,22	9,21	12,76	16,32		8,22	230,12 %
POITOU-CHARENTES	1,60	2,88	5,77	9,17	12,96	16,18		8,09	225,03 %
RA / Isère	0,91	2,76	5,41	8,85	12,26	15,45		7,61	205,49 %
NORMANDIE	2,84	2,84	5,68	8,52	11,36	14,20		7,57	204,15 %
RA / Loire	2,50	2,50	4,91	7,77	11,53	15,16		7,40	196,99 %
MIDI PYRÉNÉES	1,40	2,80	5,60	8,40	11,20	14		7,23	190,50 %
PAYS DE LA LOIRE	1,10	2,20	4,90	8,20	11,30	14,45		7,03	182,13 %
RA / Ain ²	0,66	2,30	4,84	8,10	11,38	14,64		6,99	180,59 %
CHAMPAGNE- ARDENNE	2,44	2,44	5,55	7,80	10,26	12,47		6,83	174,16 %
RA / Ardèche-Drôme	1,30	2,34	4,67	7,57	10,55	13,50		6,66	167,27 %
AQUITAINE	2,21	2,21	4,46	7,45	9,88	12,83		6,51	161,31 %
LANGUEDOC-	1,05	2,42	4,49	7,19	10	12,72		6,31	153,48 %
LIMOUSIN	0,65	1,45	4,41	7,36	10,29	13,24		6,23	150,33 %
AUVERGNE	0,71	2,16	4,32	7,18	10,04	12,94		6,23	150 %
PACA	1,96	1,96	3,89	6,73	8,61	11,12		5,71	129,38 %
BOURGOGNE	2,10	2,10	4,20	6,70	8,40	10,50		5,67	127,58 %
FRANCHE COMTÉ	1,80	1,80	3,80	6,50	8,90	11		5,63	126,24 %
NORD-PAS DE CALAIS	1,80	1,80	4,20	6,32	8,48	10,86		5,58	123,96 %
LORRAINE	1,79	1,79	3,69	5,95	8,97	10,45		5,44	118,47 %
BRETAGNE	2,49	2,49	4,26	6,06	7,72	9,54		5,43	117,94 %
PICARDIE	1,25	1,25	3,75	6,25	8,75	11,25		5,42	117,54 %
ÎLE DE FRANCE ¹	1,79	1,79	3,12	4,91	5,78	6,89	8,28	4,65	86,80 %
ALSACE	2,30	2,30	3,05	4,15	5,65	6,85	8,25	4,65	86,75 %
CORSE	0,46	0,91	1,83	2,74	3,66	5,34		2,49	0,00 %
RA / Haute-Savoie				0,24€ le km					
MOYENNE	1,79	2,31	4,69	7,38	10,07	12,74	8,27	6,54	

• LÉGENDE

¹ Sauf cas de grands déplacements.

² Indemnité majorée de 25% en montagne. Zone 1a de 0 à 4 km, zone 1b de 4 à 10 km.

³ Agence ou bureau de Courly: zone 1 de 0 à 10km. Hors Courly: zone 1a de 0 à 4km : 2,60€; 1b de 4 à 10 km : 3,31€.

RA: Rhône-Alpes

SALAIRES 2008-09



ABC Ordre
alphabétique

TRAJET

	Zone 1a 0 à 5 km	Zone 1b 5 à 10 km	Zone 2 10 à 20 km	Zone 3 20 à 30 km	Zone 4 30 à 40 km	Zone 5 40 à 50 km	Zone 6 50 à 60 km	Application	Extension
ALSACE	2,16	2,16	2,85	3,90	5,32	6,50	7,80	01/01/2009	
AQUITAINE	1,64	1,64	3,09	4,34	5,77	7,33		01/01/2009	
AUVERGNE	0,73	1,64	2,70	4,12	5,49	6,96		01/01/2009	03/04/2009
BOURGOGNE	1,55	1,55	2,95	4,25	5,60	6,95		01/03/2008	
BRETAGNE	1,42	1,42	1,88	2,87	3,81	4,79		01/01/2008	
CENTRE ¹	1,20	2,08	3,39	4,16	5,22	6,52	7,90	01/01/2009	18/04/2009
CHAMPAGNE- ARDENNE	1,87	1,87	3,57	4,70	5,77	8,38		01/01/2009	29/04/2009
CORSE	0,30	0,76	1,52	3,05	4,57	6,86		01/03/2000	
FRANCHE COMTÉ	1,35	1,35	2,70	3,55	5,75	7,20		01/01/2007	
ÎLE DE FRANCE ²	2,01	2,01	2,97	4,62	5,56	6,84	7,84	01/01/2009	10/04/2009
LANGUEDOC- ROUSSILLON	0,97	1,83	3,05	4,27	5,50	6,71		01/01/2009	01/04/2009
LIMOUSIN	1,35	1,63	2,90	4,21	5,40	5,56		01/01/2009	
LORRAINE	1,21	1,21	2,45	3,63	4,88	6,14		01/01/2009	
MIDI PYRÉNÉES	0,95	1,78	3,67	4,80	6,30	7,95		01/01/2009	
NORD-PAS DE CALAIS	1,40	1,40	1,96	3,36	4,77	5,91		01/01/2009	10/04/2009
NORMANDIE	1,67	1,67	3,34	5,01	6,68	8,35		01/05/2005	
PAYS DE LA LOIRE	0,60	1,20	2,35	3,50	4,65	5,80		01/04/2005	
PICARDIE	1,25	1,25	2,50	3,75	5	6,25		01/01/2008	
POITOU-CHARENTES	1,16	1,70	3,40	5,33	6,34	8,03		01/10/2008	22/04/2009
PACA	2,23	2,23	3,31	4,46	5,22	6,30		01/01/2009	
RHÔNE-ALPES									
• Ain ³	0,46	1,10	2,18	3,29	4,36	5,59		01/04/2008	
• Ardèche-Drôme	0,57	1,06	2,45	3,63	5,05	6,12		01/01/2009	22/04/2009
• Haute-Savoie				0,24€ le km				01/08/1998	
• Isère	0,55	1,62	3,15	4,86	6,57	8,21		01/01/2008	26/04/2008
• Loire	1	1	2,65	3,70	5,25	6,67		01/01/2008	
• Rhône ⁴	1,41	1,41	2,70	3,95	5,19	6,35		01/03/2008	12/07/2008
• Savoie	1,90	1,90	3,70	5,70	7,40	9,30		01/12/2003	22/01/2009
MOYENNE	1,26	1,55	2,82	4,11	5,43	6,82	7,85		

Extension demandée. Décision unilatérale.

TRAVAUX PUBLICS

INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS



	Zone 1a 0 à 5 km	Zone 1b 5 à 10 km	Zone 2 10 à 20 km	Zone 3 20 à 30 km	Zone 4 30 à 40 km	Zone 5 40 à 50 km	Zone 6 50 à 60 km	Moyennes régionales	Ecart régionaux
RA / Savoie	1,90	1,90	3,70	5,70	7,40	9,30		4,98	84,68 %
CENTRE ¹	1,20	2,08	3,39	4,16	5,22	6,52	7,90	4,98	84,65 %
ÎLE DE FRANCE ²	2,01	2,01	2,97	4,62	5,56	6,84	7,84	4,55	68,02 %
NORMANDIE	1,67	1,67	3,34	5,01	6,68	8,35		4,45	65,04 %
ALSACE	2,16	2,16	2,85	3,90	5,32	6,50	7,80	4,38	62,48 %
CHAMPAGNE- ARDENNE	1,87	1,87	3,57	4,70	5,77	8,38		4,36	61,58 %
POITOU-CHARENTES	1,16	1,70	3,40	5,33	6,34	8,03		4,33	60,35 %
MIDI PYRÉNÉES	0,95	1,78	3,67	4,80	6,30	7,95		4,24	57,20 %
RA / Isère	0,55	1,62	3,15	4,86	6,57	8,21		4,16	54,17 %
AQUITAINE	1,64	1,64	3,09	4,34	5,77	7,33		3,97	47,07 %
PACA	2,23	2,23	3,31	4,46	5,22	6,30		3,96	46,70 %
BOURGOGNE	1,55	1,55	2,95	4,25	5,60	6,95		3,81	41,14 %
LANGUEDOC- ROUSSILLON	0,97	1,83	3,05	4,27	5,50	6,71		3,72	37,92 %
FRANCHE COMTÉ	1,35	1,35	2,70	3,55	5,75	7,20		3,65	35,27 %
AUVERGNE	0,73	1,64	2,70	4,12	5,49	6,96		3,61	33,66 %
LIMOUSIN	1,35	1,63	2,90	4,21	5,40	5,56		3,51	30,02 %
RA / Rhône ⁴	1,41	1,41	2,70	3,95	5,19	6,35		3,50	29,77 %
RA / Loire	1	1	2,65	3,70	5,25	6,67		3,38	25,20 %
PICARDIE	1,25	1,25	2,50	3,75	5	6,25		3,33	23,53 %
LORRAINE	1,21	1,21	2,45	3,63	4,88	6,14		3,25	20,57 %
NORD-PAS DE CALAIS	1,40	1,40	1,96	3,36	4,77	5,91		3,13	16,12 %
RA / Ardèche-Drôme	0,54	0,98	2,40	3,59	5,03	6		3,09	14,52 %
PAYS DE LA LOIRE	0,60	1,20	2,35	3,50	4,65	5,80		3,02	11,80 %
CORSE	0,30	0,76	1,52	3,05	4,57	6,86		2,84	5,37 %
RA / Ain ³	0,46	1,10	2,18	3,29	4,36	5,59		2,83	4,88 %
BRETAGNE	1,42	1,42	1,88	2,87	3,81	4,79		2,70	0 %
RA / Haute-Savoie	0,24€ le km								
MOYENNE	1,26	1,55	2,82	4,11	5,43	6,82	7,85	3,76	

• LÉGENDE

¹ Le Centre compte une septième zone (60 à 70 km) indemnisée à hauteur de 9,39€.

² Sauf cas de grands déplacements.

³ Indemnité majorée de 25% en montagne. Zone 1a de 0 à 4 km, zone 1b de 4 à 10 km.

⁴ Agence ou bureau de Courly: zone 1 de 0 à 10km. Hors Courly: zone 1a de 0 à 4km : 0,77€; 1b de 4 à 10 km : 1,37€.

RA: Rhône-Alpes

SALAIRES 2008-09



ABC Ordre
alphabétique

	Indemnité	Application	Extension
ALSACE	9,80	01/01/2009	?
AQUITAINE	9,23	01/01/2008	?
AUVERGNE	9,54	01/01/2009	03/04/2009
BOURGOGNE	10,30	01/03/2008	?
BRETAGNE	10,00	01/01/2008	?
CENTRE	11	01/01/2009	18/04/2009
CHAMPAGNE- ARDENNE	9,75	01/01/2009	29/04/2009
CORSE	7,62	01/03/2000	
FRANCHE COMTÉ	8,70	01/01/2007	
ÎLE DE FRANCE	10,30	01/01/2009	10/04/2009
LANGUEDOC- ROUSSILLON	9,15	01/01/2008	01/04/2009
LIMOUSIN	10,80	01/01/2009	?
LORRAINE	8,58	01/01/2009	?
MIDI PYRÉNÉES	10	01/01/2008	28/03/2008
NORD-PAS DE CALAIS	10	01/01/2009	01/04/2009
NORMANDIE	8,70	01/05/2005	
PAYS DE LA LOIRE	9,00	01/04/2005	
PICARDIE	9,50	01/01/2008	?
POITOU- CHARENTES	10,35	01/10/2008	22/04/2009
PACA	10	01/01/2009	?
RHÔNE-ALPES			
• Ain ¹	9,18	01/04/2008	?
• Ardèche-Drôme	9,05	01/01/2009	22/04/2009
• Haute-Savoie		01/08/1998	
• Isère ²	8,91	01/01/2008	26/04/2008
• Loire	9,04	01/01/2008	?
• Rhône	8,95	01/03/2008	12/07/2008
• Savoie	8,35	01/12/2003	22/01/2009
MOYENNE	9,44		

Ordre
décroissant

	Indemnité	REPAS	Ecarts régionaux
CENTRE	11		44,36%
LIMOUSIN	10,50		37,80%
POITOU- CHARENTES	10,35		35,83%
BOURGOGNE	10,30		35,17%
ÎLE DE FRANCE	10,30		35,17%
BRETAGNE	10		31,23%
MIDI PYRÉNÉES	10		31,23%
PACA	10		31,23%
NORD-PAS DE CALAIS	10		31,23%
ALSACE	9,80		28,61%
CHAMPAGNE- ARDENNE	9,75		27,95%
AUVERGNE	9,54		25,20%
PICARDIE	9,50		24,67%
AQUITAINE	9,23		21,13%
RA / Ain ¹	9,18		20,47%
LANGUEDOC- ROUSSILLON	9,15		20,08%
RA / Ardèche- Drôme	9,05		18,77%
RA / Loire	9,04		18,64%
PAYS DE LA LOIRE	9		18,11%
RA / Rhône	8,95		17,45%
RA / Isère ²	8,91		16,93%
NORMANDIE	8,70		14,17%
FRANCHE COMTÉ	8,70		14,17%
LORRAINE	8,58		12,60%
RA / Savoie	8,35		9,58%
CORSE	7,62		0%
RA / Haute-Savoie			
MOYENNE	9,44		

COMMENTAIRES

Quelle différence y a-t-il entre un ouvrier savoyard et un ouvrier corse? Cela pourrait commencer comme une bonne blague, mais la réponse est navrante: près de 330% dans les indemnités de transport!

Les euros font des bonds d'une région à l'autre: justifiés par quoi? Les distances à parcourir? La superficie de la région? Le Centre et la Bourgogne sont un bon exemple: 7500 km² séparent leurs superficies, ce sont des régions voisines situées à égale distance de l'Île-de-France. Et pourtant, le Centre compte 7 zones de trajet, contre 5 pour la Bourgogne, et la moyenne centrale est supérieure de plus d'un euro par kilomètre à celle de la Bourgogne.

Notre Fédération BATI-MAT-TP CFTC appelle les régions à uniformiser leurs indemnités et à les niveler par le haut.

LÉGENDE

¹ Zone 1a : 0 à 4km - ² Indemnité de repas
Zone 1b : 4 à 10km. de nuit: 10,41€.

? Extension demandée. ☒ Décision unilatérale.



SALARIÉS DE L'ARTISANAT... ROMPEZ VOTRE ISOLEMENT !

BATI-MAT-TP CFTC



Le **syndicat**
des salariés du **BTP**

Notre **Fédération BATI-MAT-TP CFTC** vous soutient,
quelle que soit la taille de votre entreprise.

Fédération BATI-MAT-TP CFTC
251 rue du faubourg St-Martin 75010 PARIS

Si vous êtes salarié d'une entreprise artisanale et que vous souhaitez défendre votre statut, nous avons la possibilité de vous former à l'action sociale et syndicale par le biais du **CFESS** (budget 0,8/1000). C'est un dispositif actuellement en place au **FAF.SAB**. Nous prenons en charge pertes de salaires et frais de déplacements.



Pour recevoir une documentation complète, merci de retourner le bulletin suivant, complété par vos soins, à l'adresse ci-dessus.

Congé de	Nom :	Prénom :
Formation	Adresse :	
Economique,	
Sociale et	Code postal :	Ville :
Syndicale	Tél domicile :	Tél portable :

Informations complémentaires

Nom de votre entreprise : Tél entreprise :
Adresse de l'entreprise :

BATI-MAT-TP CFTC



Le **syndicat**
des salariés du **BTP**

SALAIRES 2008-09



MARTINIQUE ❖

Transport :
53,50€ au
01/11/2006

Applicable au 01/03/2009

Position	Salaire horaire
OM	9
OS2	9,26
OS3	9,56
OQ1	10,14
OQ2	10,83
OQ3	11,77
OHQ	12,71
MOP	13,01
CE1	13,34
CE2	14,27

GUYANE ❖

Applicable au 01/03/2005

Coef.	Salaire mensuel
125	1 096,57
140	1 110,07
150	1 125,30
160	1 138,84
180	1 198,06
195	1 238,88
205	1 349,86
235	1 547,03

❖ GUADELOUPE & DÉPENDANCES

Applicable au 01/02/2008, étendu le 29/10/2008

Coef.	Salaire mensuel
157	1 323,51
162	1 365,66
172	1 449,96
182	1 534,26
202	1 702,86
217	1 829,31
227	1 913,61
230	1 938,90
242	2 040,06

LA RÉUNION - OUVRIERS ❖

Applicable au 01/09/2008, étendu le 28/10/2008

Coef.	Salaire horaire 35h	Salaire horaire 39h
102	9,11	8,86
103	9,19	8,92
105	9,35	8,98
112	9,87	9,31
118	10,32	9,75
126	10,94	10,32
137	11,77	11,10
145	12,36	11,67
159	13,42	12,67
173	14,49	13,66
187	15,54	14,69
201	16,61	15,67

❖ LA RÉUNION - ETAM

Applicable au 01/09/2008, étendu le 28/10/2008

Coef.	Salaire mensuel	Coef.	Salaire mensuel	Coef.	Salaire mensuel
300	1 330,93	500	2 005,70	680	2 585,90
310	1 364,66	530	2 106,92	700	2 651,49
325	1 415,29	540	2 140,66	710	2 684,25
345	1 482,77	550	2 174,39	730	2 749,82
370	1 567,11	565	2 225	745	2 799,01
380	1 600,85	575	2 258,74	755	2 831,81
400	1 668,32	585	2 292,48	780	2 855,28
415	1 718,93	600	2 343,09	800	2 979,34
425	1 752,66	620	2 410,55	820	3 044,91
435	1 786,40	630	2 419,46	830	3 077,72
450	1 837,01	645	2 470,07	845	3 126,89
465	1 887,61	655	2 503,81	860	3 176,06
480	1 938,23	665	2 536,72		

BTP, RÉUNION, GUADELOUPE, MARTINIQUE, GUYANE

❖ LA RÉUNION - IAC

Applicable au 01/02/2008,
étendu le 29/10/2008

POSITION A

	Coef.	
moins de 24 ans	60	2 178,36
	65	2 338,08
de 24 à 26 ans	70	2 497,84
	75	2 657,57
de 26 à 28 ans	80	2 817,31
	85	2 977,03

POSITION B

1^{er} échelon

Catégorie 1

Si un salarié, dans un emploi et à un coefficient égal ou supérieur à 75 :

- n'a pas travaillé 5 ans	90	3 136,78
- a travaillé 5 ans	95	3 296,52

Catégorie 2

après 5 ans	100	3 456,25
	103	3 552,10

2^e échelon

Catégorie 1	108	3 711,83
-------------	-----	----------

Catégorie 2	120	4 095,21
-------------	-----	----------

POSITION C

1 ^{er} échelon	130	4 414,66
-------------------------	-----	----------

2 ^e échelon	162	5 436,99
------------------------	-----	----------

❖ LA RÉUNION - PANIER

Applicable au 01/07/2006

Hors zone 0	10,47€
Dans la zone 0	6,98€

❖ COMMENTAIRES

Les DOM-TOM, au nombre desquels il va bientôt falloir compter Mayotte, ont subi de plein fouet la crise économique et sociale de la fin 2008. Avec un coût de la vie de 40% supérieur à celui de métropole et des salaires de 30% inférieurs, notre Fédération BATI-MAT-TP CFTC ne s'étonne guère que la colère des insulaires ait dérapé en émeutes. Jusqu'à quand faudra-t-il atteindre des situations critiques pour attirer l'attention des décideurs sur les détresses sociales et humaines des populations ?

Les accords de 2008 et 2009 n'y suffiront pas : le coût de la vie reste trop élevé pour vivre décemment. La situation est encore pire en Guyane, où les salaires ne sont pas revalorisés depuis 2005.

Des mesures doivent accompagner le relèvement des salaires : c'est le cas des baisses de prix négociés en Guadeloupe sur les produits de première nécessité (comme le pain, gelé à -10%), et plus récemment à la Réunion, où les manifestations ont débouché sur des négociations provoquant, là aussi, la baisse des prix sur 250 produits de première nécessité.

SALAIRES 2008-09


**Ordre
alphabétique**
OUVRIERS - SALAIRES GARANTIS* ❖

	OM 120	A OS 1 130	B OS 2 140	C OS 3 150	A OQ 1 160	B OQ 2 170	C OQ 3 185	OHQ 200	Chef d'équipe 225	Application	Extension
ALSACE	8,45	8,58	8,68	8,78	8,89	9,10	9,36	9,78	10,31	01/01/2008	28/03/2008
AQUITAINE	8,71	8,82	8,94	9	9,10	9,22	9,47	9,76	10,26	01/09/2008	31/10/2008
AUVERGNE	8,73	8,80	8,84	8,90	9,18	9,44	9,85	10,20	10,83	01/10/2008	05/12/2008
BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ	8,71	8,79	8,89	9,18	9,29	9,41	9,62	9,86	10,29	01/07/2008	29/10/2008
BRETAGNE	8,73	8,80	8,85	8,90	9,05	9,20	9,30	9,65	10,35	01/01/2009	04/03/2009
BRETAGNE (Granit)	8,45	8,47	8,51	8,55	8,60	8,70	8,80	9,00		01/12/2007	12/03/2008
CENTRE	8,54	8,67	8,79	8,92	9,10	9,25	9,50	9,75	10,11	01/01/2008	27/02/2008
CHAMPAGNE- ARDENNE	8,78	8,85	8,94	9,06	9,23	9,40	9,53	10,01	10,66	01/02/2009	?
ÎLE DE FRANCE	8,71	8,87	8,95	9,05	9,17	9,38	9,73	10,16	10,60	01/11/2008	16/01/2009
LANGUEDOC- ROUSSILLON	8,79	8,92	9,98	9,03	9,14	9,35	9,60	9,98	10,50	01/08/2008	28/10/2008
LIMOUSIN	8,45	8,50	8,60	8,70	8,80	8,95	9,20	9,40	10,00	01/01/2008	27/02/2008
LORRAINE	8,71	8,83	8,93	9,03	9,18	9,35	9,60	9,92	10,44	01/10/2008	?
MIDI PYRÉNÉES	8,72	8,81	8,91	9	9,20	9,40	9,70	10	10,50	01/01/2009	10/04/2009
NORD-PAS DE CALAIS	8,77	8,83	8,89	8,99	9,16	9,38	9,58	9,89	10,47	01/12/2008	10/04/2009
NORMANDIE	8,63	8,73	8,83	8,93	9,02	9,22	9,41	9,71	10,20	01/06/2008	31/10/2008
PAYS DE LA LOIRE	8,71	8,76	8,82	8,92	9,10	9,25	9,55	9,80	10,30	01/01/2009	04/03/2009
PICARDIE	8,72	8,79	8,86	8,97	9,13	9,34	9,55	9,85	10,38	01/11/2008	20/12/2008
POITOU- CHARENTES	8,45	8,49	8,56	8,70	8,80	8,95	9,15	9,35	9,70	01/01/2008	?
PACA	8,74	8,81	8,86	9,01	9,18	9,40	9,68	10,09	10,69	01/11/2008	14/01/2009
RHÔNE-ALPES	8,71	8,71	8,71	8,72	9,18	9,40	10,05	10,25	10,95	01/07/2008	14/01/2009
MOYENNE	8,66	8,74	8,86	8,91	9,07	9,25	9,51	9,82	10,40		

❖ Extension demandée. ● Décision unilatérale.

* Base 169h

CARRIÈRES & MATÉRIAUX

OUVRIERS

SALAIRES GARANTIS

Ordre décroissant

	OM 120	A OS 1 130	B OS 2 140	C OS 3 150	A OQ 1 160	B OQ 2 170	C OQ 3 185	OHQ 200	Chef d'équipe 225	Moyennes régionales	Ecart régionaux
LANGUEDOC-ROUSSILLON	8,79	8,92	9,98	9,03	9,14	9,35	9,60	9,98	10,50	9,48	9,75%
AUVERGNE	8,73	8,80	8,84	8,90	9,18	9,44	9,85	10,20	10,83	9,42	9,08%
RHÔNE-ALPES	8,71	8,71	8,71	8,72	9,18	9,40	10,05	10,25	10,95	9,41	8,96%
ÎLE DE FRANCE	8,71	8,87	8,95	9,05	9,17	9,38	9,73	10,16	10,60	9,40	8,89%
PACA - CORSE	8,74	8,81	8,86	9,01	9,18	9,40	9,68	10,09	10,69	9,38	8,68%
CHAMPAGNE-ARDENNE	8,78	8,85	8,94	9,06	9,23	9,40	9,53	10,01	10,66	9,38	8,68%
MIDI PYRÉNÉES	8,72	8,81	8,91	9	9,20	9,40	9,70	10	10,50	9,36	8,40%
BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ	8,71	8,79	8,89	9,18	9,29	9,41	9,62	9,86	10,29	9,34	8,14%
LORRAINE	8,71	8,83	8,93	9,03	9,18	9,35	9,60	9,92	10,44	9,33	8,07%
NORD - PAS DE CALAIS	8,77	8,83	8,89	8,99	9,16	9,38	9,58	9,89	10,47	9,33	8,04%
PICARDIE	8,72	8,79	8,86	8,97	9,13	9,34	9,55	9,85	10,38	9,29	7,56%
AQUITAINE	8,71	8,82	8,94	9	9,10	9,22	9,47	9,76	10,26	9,25	7,16%
PAYS DE LA LOIRE	8,71	8,76	8,82	8,92	9,10	9,25	9,55	9,80	10,30	9,25	7,07%
BRETAGNE	8,73	8,80	8,85	8,90	9,05	9,20	9,30	9,65	10,35	9,20	6,58%
NORMANDIE	8,63	8,73	8,83	8,93	9,02	9,22	9,41	9,71	10,20	9,19	6,39%
CENTRE	8,54	8,67	8,79	8,92	9,10	9,25	9,50	9,75	10,11	9,18	6,32%
ALSACE	8,45	8,58	8,68	8,78	8,89	9,10	9,36	9,78	10,31	9,10	5,42%
LIMOUSIN	8,45	8,50	8,60	8,70	8,80	8,95	9,20	9,40	10	8,96	3,71%
POITOU-CHARENTES	8,45	8,49	8,56	8,70	8,80	8,95	9,15	9,35	9,70	8,91	3,13%
BRETAGNE (Granit)	8,45	8,47	8,51	8,55	8,60	8,70	8,80	9		8,64	0%
MOYENNE	8,66	8,74	8,86	8,91	9,07	9,25	9,51	9,82	10,39	9,24	

SALAIRES 2008-09


**Ordre
alphabétique**
OUVRIERS - SALAIRES DE QUALIFICATION* ❖

	OM 120	A OS 1 130	B OS 2 140	C OS 3 150	A OQ 1 160	B OQ 2 170	C OQ 3 185	OHQ 200	Chef d'équipe 225	Application
ALSACE	3,65	3,70	3,74	3,87	3,99	4,11	4,30	4,48		01/07/2005
AQUITAINE	3,61	3,91	4,21	4,51	4,81	5,11	5,56	6,01	6,76	01/09/2005
AUVERGNE	5,15	5,43	5,64	5,86	5,89	5,98	6,23	6,52	7,15	01/10/2007
BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ	4,76	4,78	4,79	4,81	4,86	4,91	5,06	5,47	6,15	04/09/2007
BRETAGNE	5,04	5,05	5,06	5,08	5,09	5,40	5,88	6,35	7,03	01/12/2005
BRETAGNE (Granit)	3,81	3,96	4,12	4,27	4,42	4,57	4,88	5,18		01/12/2006
CENTRE	2,94	3,05	3,16	3,27	3,38	3,50	3,66	3,84	4,12	01/01/2008
CHAMPAGNE-ARDENNE	2,91	2,97	3,03	3,09	3,16	3,31	3,60	3,89	4,38	01/01/2008
ÎLE DE FRANCE	5,04	5,12	5,24	5,41	5,59	5,85	6,37	6,89	7,75	01/09/2006
LANGUEDOC- ROUSSILLON	4,08	4,23	4,38	4,54	4,84	5,14	5,60	6,05	6,81	01/12/2005
LIMOUSIN	3,25	3,52	3,79	4,06	4,33	4,60	5,01	5,41	6,09	01/01/2008
LORRAINE	2,83	3,06	3,30	3,53	3,77	4,00	4,36	4,71		01/11/2005
MIDI PYRÉNÉES	3,96	4,04	4,12	4,19	4,27	4,50	4,84	5,18	5,75	01/01/2007
NORD-PAS DE CALAIS	3,28	3,55	3,82	4,10	4,37	4,64	5,05	5,46	6,14	01/02/2007
NORMANDIE	4,37	4,42	4,48	4,58	4,82	5,06	5,42	5,78	6,38	01/09/2006
PAYS DE LA LOIRE	4,83	4,95	5,06	5,17	5,28	5,49	5,56	6,15	6,76	01/01/2007
PICARDIE	3,22	3,32	3,42	3,50	3,59	3,73	3,93	4,15	4,48	01/01/2007
POITOU-CHARENTES	4,39	4,57	4,74	4,85	4,94	5,13	5,52	5,96	6,71	01/01/2001
PACA	4,84	4,90	5,00	5,08	5,29	5,45	5,93	6,40	7,20	01/12/2006
RHÔNE-ALPES	5,11	5,19	5,27	5,36	5,41	5,49	5,90	6,38	7,18	01/04/2007
MOYENNE	4,05	4,19	4,32	4,46	4,61	4,80	5,13	5,51	6,28	

 Extension demandée.  Décision unilatérale.

* Base 169h

CARRIÈRES & MATÉRIAUX

OUVRIERS

SALAIRES DE QUALIFICATION



	OM 120	A OS 1 130	B OS 2 140	C OS 3 150	A OQ 1 160	B OQ 2 170	C OQ 3 185	OHQ 200	Chef d'équipe 225	Moyennes régionales	Ecart régionaux
AUVERGNE	5,15	5,43	5,64	5,86	5,89	5,98	6,23	6,52	7,15	5,98	77,49%
ÎLE-DE-FRANCE	5,04	5,12	5,24	5,41	5,59	5,85	6,37	6,89	7,75	5,92	75,54%
RHÔNE-ALPES	5,11	5,19	5,27	5,36	5,41	5,49	5,90	6,38	7,18	5,70	69,05%
PACA	4,84	4,90	5,00	5,08	5,29	5,45	5,93	6,40	7,20	5,57	65,10%
BRETAGNE	5,04	5,05	5,06	5,08	5,09	5,40	5,88	6,35	7,03	5,55	64,73%
PAYS DE LA LOIRE	4,83	4,95	5,06	5,17	5,28	5,49	5,56	6,15	6,76	5,47	62,33%
POITOU-CHARENTES	4,39	4,57	4,74	4,85	4,94	5,13	5,52	5,96	6,71	5,20	54,28%
LANGUEDOC-ROUSSILLON	4,08	4,23	4,38	4,54	4,84	5,14	5,60	6,05	6,81	5,07	50,53%
BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ	4,76	4,78	4,79	4,81	4,86	4,91	5,06	5,47	6,15	5,07	50,26%
NORMANDIE	4,37	4,42	4,48	4,58	4,82	5,06	5,42	5,78	6,38	5,03	49,34%
AQUITAINE	3,61	3,91	4,21	4,51	4,81	5,11	5,56	6,01	6,76	4,94	46,64%
MIDI PYRÉNÉES	3,96	4,04	4,12	4,19	4,27	4,50	4,84	5,18	5,75	4,54	34,64%
NORD-PAS DE CALAIS	3,28	3,55	3,82	4,10	4,37	4,64	5,05	5,46	6,14	4,49	33,19%
LIMOUSIN	3,25	3,52	3,79	4,06	4,33	4,60	5,01	5,41	6,09	4,45	32,04%
BRETAGNE (Granit)	3,81	3,96	4,12	4,27	4,42	4,57	4,88	5,18		4,40	30,56%
ALSACE	3,65	3,70	3,74	3,87	3,99	4,11	4,30	4,48		3,98	18,06%
PICARDIE	3,22	3,32	3,42	3,50	3,59	3,73	3,93	4,15	4,48	3,70	9,89%
LORRAINE	2,83	3,06	3,30	3,53	3,77	4,00	4,36	4,71		3,70	9,61%
CENTRE	2,94	3,05	3,16	3,27	3,38	3,50	3,66	3,84	4,12	3,44	1,91%
CHAMPAGNE-ARDENNE	2,91	2,97	3,03	3,09	3,16	3,31	3,60	3,89	4,38	3,37	0,00%
MOYENNE	4,05	4,19	4,32	4,46	4,61	4,80	5,13	5,51	6,28	4,78	

SALARIÉS DE L'ARTISANAT... OUVREZ-VOUS À LA NÉGOCIATION !

L'APNAB VOUS EN DONNE LES MOYENS.

La Fédération BATI-MAT-TP CFTC, avec d'autres partenaires sociaux dont la CAPEB, a contribué à la création de l'Association paritaire nationale pour le développement de la négociation collective dans l'artisanat du bâtiment (APNAB).

Cette association a pour objet d'assurer le fonctionnement de la négociation collective dans l'artisanat et de participer à l'information des négociations paritaires.

Vous, salariés qui représentez la Fédération BATI-MAT-TP CFTC dans les entreprises artisanales du bâtiment, si vous souhaitez participer aux négociations régionales, nous assurons votre formation et nous vous adresserons les informations nécessaires.

Fédération BATI-MAT-TP CFTC
251 rue du faubourg St-Martin 75010 PARIS



Pour recevoir une documentation complète, merci de retourner le bulletin suivant, complété par vos soins, à l'adresse ci-dessus.

Nom : Prénom :

Adresse :

.....

Code postal : | | | | | Ville :

Tél domicile : Tél portable :

Informations complémentaires

Nom de votre entreprise : Tél entreprise :

Adresse de l'entreprise :



Le **syndicat**
des salariés du **BTP**

EMPLOYÉS, TECHNICIENS AGENTS DE MAÎTRISE / IAC

ETAM ❖

Coefficient	Salaire mensuel
130	1 322
140	1 330
150	1 336
160	1 344
170	1 367
185	1 388
200	1 455
220	1 548
240	1 643
260	1 751
280	1 854
300	1 962
320	2 081
340	2 204
MOYENNE	1 613,21

SALAIRES GARANTIS

Applicable au 01/01/2008, étendu le 20/12/2008.

Coefficient	Salaire mensuel
130	4 401F
140	4 680F
150	4 959F
160	5 238F
170	5 517F
185	5 937F
200	6 418F
220	7 060F
240	7 701F
260	8 345F
280	9 886F
300	9 628F
320	10 269F
340	10 910F
MOYENNE	7 146,36F

SALAIRES DE QUALIFICATION

Applicable au 01/10/1997.

❖ **CADRES**

VALEUR DU POINT 6,40€

Applicable au 01/10/2008, étendu le 20/12/2008.

❖ **COMMENTAIRES**

Qu'on ne s'y trompe pas ! L'apparent confort de ces taux horaires supérieurs au SMIC 35 heures n'est là que pour induire en erreur les syndicats complaisants, qui oublient facilement, ou volontairement, que ces grilles sont encore assujetties à 169 heures mensuelles, soit 39 heures par semaine.

Lorsqu'on multiplie la moyenne du coefficient 120 par le nombre d'heures légalement effectuées par un salarié à 35 heures, le salaire brut mensuel dépasse à peine les 1300€. ce secteur n'a donc rien à envier au bâtiment ou aux travaux publics.

Comme dans ces deux secteurs également, le SMIC n'a été rattrapé et dépassé que récemment, et n'a malheureusement pas non plus empêché un tassement de la grille. Ce tassement ne fait que renforcer le sentiment, bien plus présent ici que dans le bâtiment ou les travaux publics, d'une évolution difficile des salaires.

Notre Fédération BATI-MAT-TP CFTC remet également en question la pertinence des salaires minimaux de qualification. Ceux-ci servent de calcul à la prime d'ancienneté, mais :

- ils sont inférieurs au salaire;
- ils ne sont pas négociés chaque année (la Lorraine applique le même depuis 2005 !).

Nous demandons que la prime d'ancienneté soit calculée sur le véritable salaire.

SALAIRES 2008-09

LÉGENDE ❖

¹ = coefficient hiérarchique x horaire de référence (152,25 heures) x valeur du point 100 / 100

² = prime de fin d'année 30%

³ = salaire mensuel garanti CCN au 01/04/2008 + complément de salaire (uniquement pour les coefficients 140,150,160,170 et 180).

❖ OUVRIERS, ETDAM ET CADRES - CIMENTS

Applicable au 01/04/2008, étendu le 01/08/2008.

Coefficients hiérarchiques	Salaire mensuel base CCN ¹	Prime 30% (13 ^e mois) ²	Salaire mensuel garanti CCN	Complément de salaire	TOTAL ³
140	970,26	291,08	1 042,29	242,71	1 285
150	1 039,56	311,87	1 103,36	191,64	1 295
160	1 108,87	332,66	1 161,03	143,97	1 305
170	1 178,17	353,45	1 226,63	88,37	1 315
180	1 247,48	374,24	1 300,13	24,87	1 325
190	1 316,78	395,03	1 373,60		1 373,60
205	1 420,74	426,22	1 483,20		1 483,20
215	1 490,04	447,01	1 554,35		1 554,35
225	1 559,34	467,80	1 629,80		1 629,80
235	1 628,65	488,59	1 702,05		1 702,05
245	1 697,95	509,39	1 777,85		1 777,85
255	1 767,26	530,18	1 850,45		1 850,45
270	1 871,21	561,36	1 957,72		1 957,72
290	2 009,82	602,95	2 104,51		2 104,51
310	2 148,43	644,53	2 256,16		2 256,16
335	2 321,69	696,51	2 437,98		2 437,98
360	2 494,95	748,49	2 635,08		2 635,08

POINT 100 : 4,55€
Prime de vacances : 700€
Heures : 152,25

Le syndicat
des salariés du BTP

TUILES ET BRIQUES, CIMENTS OUVRIERS / ETAM / CADRES

❖ TUILES ET BRIQUES - OUVRIERS, ETAM

Applicable au 01/01/2008, étendu le 21/10/2008.

Groupes	NIVEAU A	NIVEAU B	NIVEAU C	NIVEAU D
1	16695	17 135	17 472	18 018
2	18 126	18 836	19 602	20 584
3	20 692	21 458	22 604	23 969
4	24 078	24 952	26 429	28 429
5	28 539	29 679	32 060	34 945

❖ TUILES ET BRIQUES - BARÈME DE PRIME D'ANCIENNETÉ

Applicable au 01/01/2007, étendu le 18/03/2008.

Groupes	3 ANS	6 ANS	9 ANS	12 ANS	15 ANS
1	23	46	69	92	115
2	27	54	81	108	135
3	30	60	90	120	150
4	40	80	120	160	200
5	50	100	150	200	250

❖ COMMENTAIRES

Applicable au 01/01/2007, étendu le 18/03/2008.

La production de matériaux se fait essentiellement en usine, avec les conditions difficiles de travail que cela implique : fortes sources de chaleur, travail de nuit, dimanche et jours fériés. Notre Fédération BATI-MAT-TP CFTC négocie activement dans ces secteurs pour faire reconnaître la pénibilité des conditions de travail et surtout la dédommager.

L'annualisation des tuiles et briques, contrairement à l'annualisation des TP, a permis aux salariés d'accéder à un salaire correct qui, au lieu de faire disparaître l'ancienneté, la récompense. Cependant, notre Fédération BATI-MAT-TP CFTC rappelle qu'il ne faut pas se reposer sur les acquis, et que nous n'avons pas négocié une baisse progressive du pouvoir d'achat, mais son augmentation selon le coût de la vie.

S'agissant des ciments, les salaires y sont aussi ridicules que le mode de calcul complexe mis au point par les représentants patronaux et les syndicats complaisants pour rogner sur les minima conventionnels et accentuer le tassement de la grille.



PUBLICATION SPÉCIALE

SALAIRES 2008-09

COMMENTAIRES ❖

Les représentants patronaux du secteur des céramiques d'art s'appuient sur le fait que leur activité n'est pas industrielle pour pratiquer des minima défilant même les salaires de la contrefaçon chinoise.

Pour notre Fédération BATI-MAT-TP CFTC, c'est inadmissible que des salariés dont le savoir-faire est le cœur du métier soient si mal considérés. Et pour cause: depuis 2008, les minima sont bloqués au SMIC 2007.

La chaux, de son côté, est un secteur qui contribue à la reconnaissance de la pénibilité en appliquant à ses ouvriers des salaires supérieurs à notre revendication de 1400 €. Notre Fédération BATI-MAT-TP CFTC rappelle cependant que cette mesure positive doit être étendue aux autres salariés, à commencer par les ETAM, qui ne bénéficient pas de la même générosité.

ETDAM - CHAUX ❖

Applicable au 01/07/2008,
étendu le 06/08/2008.

Coefficient	Salaire annuel
150	16621,95
155	16773,28
160	16946,23
165	17140,81
170	17356,73
175	17594,67
180	17853,97
185	18135,02
190	18437,82
195	18762,25
200	19108,15
205	19475,41
210	19864,55
215	20275,31
220	20700,62
225	21154,76
230	21630,52
235	22127,62
240	22646,08
250	23207,24

❖ OUVRIERS - CHAUX

Applicable au 01/07/2008,
étendu le 06/08/2008.

Coefficient	Salaire mensuel
130	1455,12
140	1473,02
145	1481,97
150	1490,84
155	1499,88
160	1508,83
170	1526,74
175	1535,69
185	1591,19
205	1753,82

❖ CADRES - CHAUX

Applicable au 01/07/2008,
étendu le 06/08/2008.

Coefficient	Salaire annuel
260	23396,49
270	24296,35
280	25196,21
300	26995,95
305	27445,81
325	29245,55
400	35994,60

Le syndicat
des salariés du BTP

CHAUX, CÉRAMIQUES D'ART OUVRIERS / ETAM / CADRES

❖ CÉRAMIQUES D'ART - OUVRIERS

Applicable au 01/04/2008, étendu le 29/07/2008.

Coefficient	Salaire mensuel
100	1280
120	1309
125	1316
130	1324
135	1331
142	1341
152	1355
163	1371
170	1382

❖ CÉRAMIQUES D'ART - ETAM

Applicable au 01/04/2008, étendu le 29/07/2008.

Coefficient	Salaire mensuel
115	1280

A compter du 1^{er} avril 2008 pour un salaire mensuel de 151,67 heures, le calcul de la grille des salaires mensuels minima garantis est fixée comme suit :

- coefficient 115 = 1280€
- coefficients au-delà de 115 : les appointements minima mensuels sont calculés avec une valeur de point à 2,80€.

Méthode de calcul :

Appointement minimum mensuel du coefficient
 $115 + [(coefficient - 115) \times \text{valeur du point}]$

Ex. pour le coefficient 145 :

$1280 + [(145 - 115) \times 2,80] = 1364$

❖ CÉRAMIQUES D'ART - IAC

Applicable au 01/04/2008, étendu le 29/07/2008

Valeur du point : 2,80€.

POSITION I

moins de 24 ans	78	2092
25 ans	93	2307
26 ans	93	2494
27 ans	100	2682

POSITION II

Catégories A, B et C

Après 3 ans :

- en position II	108	2682
- au coefficient 108	114	2897
- au coefficient 114	120	3218
- au coefficient 120	126	3379
- au coefficient 126	132	3540
- au coefficient 132	138	3701

POSITION III

Position III A	138	3701
Position III B	180	4828

SALAIRES 2008-09

ÉCONOMISTES - VALEUR DU POINT ❖

	Valeur du point	Application	Extension
FRANCE	6,46	01/07/2008	18/02/2009
PARIS - ÎLE DE FRANCE	6,83	01/07/2008	18/02/2009

GÉOMÈTRES ❖

Applicable au 01/07/2008, étendu le 25/11/2008.

Désignation	Échelons	Coefficient	Salaires mensuels
Niveau 1		200	1 350
Niveau 2	Échelon 1	236	1 374,30
	Échelon 2	259	1 481,08
	Échelon 3	281	1 583,22
Niveau 3	Échelon 1	306	1 699,28
	Échelon 2	364	1 968,55
	Échelon 3	450	2 367,81
Cadre 41		600	2 591,25
Cadre 42		690	2 918,46
Cadre 43		790	3 282,03
Cadre 51		900	3 681,95

❖ ARCHITECTES - VALEUR DU POINT

	Valeur du point	Application	Extension	Élargissement aux maîtres d'œuvre
ALSACE	6,88	01/01/2009	26/02/2009	29/04/2009
AQUITAINE	6,71	01/01/2008	24/07/2008	15/10/2008
AUVERGNE	6,80	01/01/2009	17/04/2009	?
BOURGOGNE	6,79	01/01/2009	26/02/2009	29/04/2009
BRETAGNE	6,75	01/01/2009	17/04/2009	?
CENTRE	6,80	01/01/2009	26/02/2009	29/04/2009
CHAMPAGNE-ARDENNE	6,76	01/01/2009	17/04/2009	?
CORSE	6,60	01/01/2008	25/04/2008	16/07/2008
FRANCHE COMTÉ	6,79	01/01/2009	26/02/2009	29/04/2009
ÎLE DE FRANCE				
Zone 1	7,26	01/01/2009	26/02/2009	29/04/2009
Zone 2	7,16	01/01/2009	26/02/2009	29/04/2009
LANGUEDOC-ROUSSILLON	6,54	01/01/2008	06/08/2008	?
LIMOUSIN	7,06	01/01/2009	?	?
LORRAINE	6,73	01/01/2009	27/02/2009	29/04/2009
MIDI PYRÉNÉES				
Haute Garonne	6,77	01/01/2009	22/04/2009	?
Autres départements	6,68	01/01/2009	22/04/2009	?
NORD-PAS DE CALAIS	6,74	01/01/2009	17/04/2009	?
BASSE NORMANDIE	6,80	01/01/2009	17/04/2009	?
HAUTE NORMANDIE	6,84	01/01/2009	17/04/2009	?
PAYS DE LA LOIRE	6,91	01/01/2009	23/04/2009	?
PICARDIE	6,76	01/01/2009	26/02/2009	29/04/2009
POITOU CHARENTES	6,75	01/01/2009	22/04/2009	?
RHÔNE-ALPES	6,76	01/01/2009	22/04/2009	?
PACA	6,65	01/01/2008	29/07/2008	18/10/2008
MOYENNE	6,80			

❖ Extension demandée. ☐ Décision unilatérale.

ARCHITECTES, ÉCONOMISTES, GÉOMÈTRES GARDIENS, CONCIERGES ET EMPLOYÉS D'IMMEUBLES IMMOBILIER, PACT-ARIM

❖ GARDIENS, CONCIERGES ET EMPLOYÉS D'IMMEUBLES - CATÉGORIE A

Applicable au 01/07/2008, étendu le 06/12/2008.

Niveau	Coef.	Base	Complémentaire conventionnelle	Salaire conventionnel
1	235	900,05	421,46	1321,51
2	255	976,65	353,60	1330,25
3	275	1053,25	287,30	1340,55
4	340	1302,20	54,99	1357,19
5	395	1512,85		1512,85
6	410	1570,30		1570,30

❖ IMMOBILIER

Applicable au 01/01/2007, étendu le 19/10/2007.

Classification du 11/12/87		Classification de l'avenant 33 ¹	
Niveau	Coefficient	Niveau	Minimum annuel ²
I	241	E1	13607
II	255		
III	270	E2	16837
IV	290	E3	16970
V	315	AM1	17697
VI	335	AM2	19635
VII	380	C1	20595
VIII	440	C2	28167
IX	510	C3	33622
X	600	C4	38063

E=employé, AM=agent de maîtrise, C=cadre.

¹ Nouvelle grille de classification applicable à la date en vigueur de l'avenant n°33 : 15 juin 2006.

² Sur 13 mois, hors prime d'ancienneté.

❖ GARDIENS, CONCIERGES ET EMPLOYÉS D'IMMEUBLES - CATÉGORIE B

Applicable au 01/07/2008, étendu le 06/12/2008.

Niveau	Coef.	Base	Complémentaire conventionnelle	Salaire conventionnel
1	Ce niveau ne s'applique pas à cette catégorie			
2	255	1086,30	394,31	1480,61
3	275	1171,50	320,75	1492,25
4	340	1448,40	62,20	1511
5	395	1682,70		1682,70
6	410	1746,60		1746,60

❖ COMMENTAIRES

Les activités liées à l'immobilier ont été touchées de plein fouet par la crise. La dégringolade continue au premier trimestre 2009 et devrait se poursuivre toute l'année, pour atteindre, selon les Notaires de France, 20% d'ici décembre.

La bonne nouvelle, que notre Fédération BATI-MAT-TP CFTC s'empresse de rappeler aux employeurs négociant les minima dans ce secteur, est que ces mêmes notaires n'envisagent pas une baisse sur plusieurs années, contrairement à la crise du début des années 90.

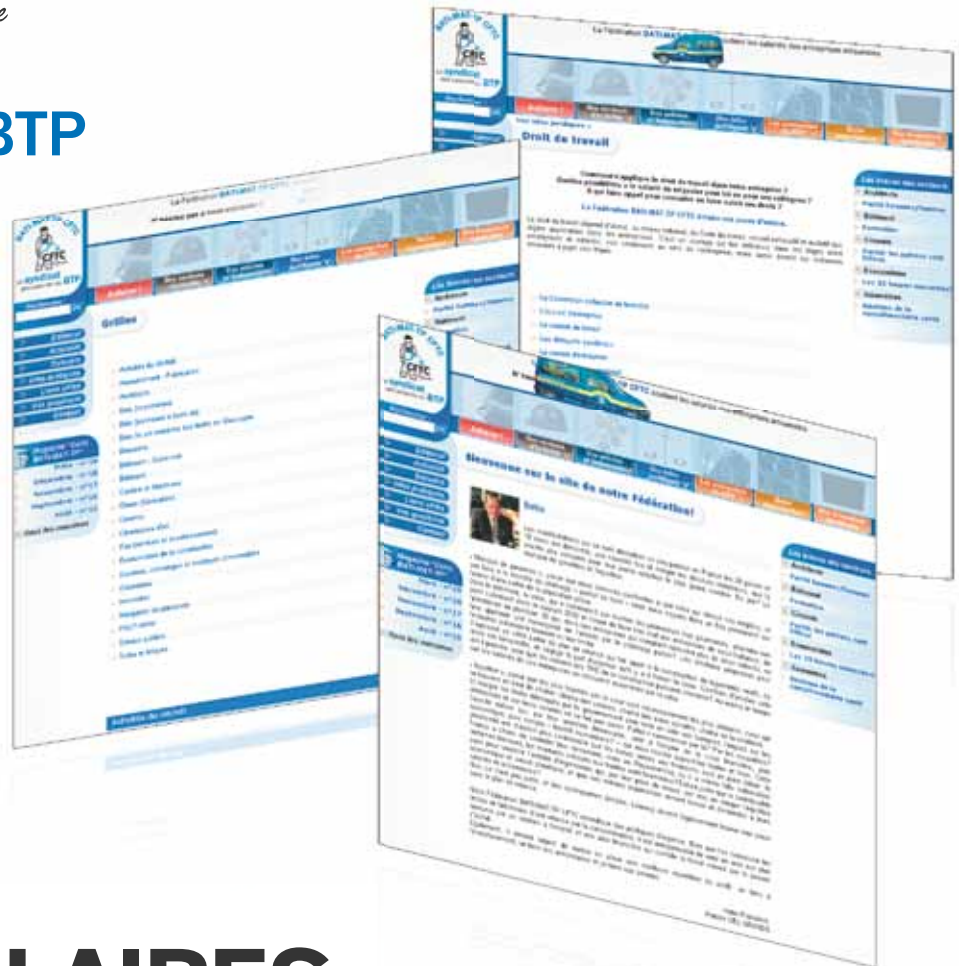
Il n'est donc pas envisageable, pour nous, de valider une revalorisation trop faible des salaires, encore moins leur blocage. Les minima proposés dans ces grilles sont insuffisants et ne reflètent pas les bénéfices réellement dégagés ces dernières années, il ne faudrait pas qu'à l'inverse la chute des bénéfices impacte les salaires!

Le site web BATI-MAT-TP CFTC



www.batimattp-cftc.fr

Le syndicat
des salariés du BTP



**VOS SALAIRES
VOTRE ACTU
VOS SECTEURS...**

AMEUBLEMENT (FABRICATION) AGENTS/ ENCADREMENT

❖ AMEUBLEMENT AGENTS DE PRODUCTION

Applicable au 01/10/2008,
étendu le 27/11/2008.

Catégorie	Salaire mensuel
AP 11	1321,50
AP 21	1322
AP 22	1323
AP 31	1327
AP 32	1334
AP 41	1370
AP 42	1400
AP 51	1514

❖ AMEUBLEMENT CADRES

Applicable au 01/10/2008,
étendu le 27/11/2008.

Catégorie	Salaire mensuel
C 11	1684
C 12	1891
C 13	2045
C 21	2376
C 22	2555
C 23	2765
C 31	3142
C 32	3350
C 33	3590

❖ AMEUBLEMENT AGENTS FONCTIONNELS

Applicable au 01/10/2008,
étendu le 27/11/2008.

Échelon	Coefficient	Salaire mensuel
1	250	1321,50
2	255	1322
3	260	1323
4	265	1323
5	275	1323,50
6	285	1324
7	300	1330
8	315	1339
9	330	1346
10	345	1354
11	365	1400
12	385	1435
13	405	1476
14	425	1530
15	450	1551
16	475	1604
17	500	1656

❖ AMEUBLEMENT AGENTS D'ENCADREMENT

Applicable au 01/10/2008,
étendu le 27/11/2008.

Échelon	Coefficient	Salaire mensuel
1	300	1330
2	330	1346
3	365	1400
4	385	1435
5	425	1530
6	500	1656
7	640	2070

❖ COMMENTAIRES

La fabrication d'ameublement regroupe un grand nombre d'activités aux fonctions variées et complémentaires, du menuisier à l'ingénieur, en passant par le designer. C'est sans doute la raison, comme le pense notre Fédération BATI-MAT-TP CFTC, de l'absurdité conventionnelle qui veut que soient appliquées quatre grilles différentes, aux salaires proches – quand pas identiques – sur plusieurs positions, mais dont – autre absurdité – les positions ne correspondent pas.

Ainsi, à des salaires identiques, on retrouve un agent de production AP 11 et un agent fonctionnel d'échelon 1, correspondant tous deux au coefficient 300. Et tous deux touchent le SMIC. Les deux échelons/catégories suivants sont également identiques, et mettent en avant un très net tassement de la grille, puisque les quatre premières catégories des agents de production et les six premiers échelons des agents fonctionnels ne sont séparés au plus haut que de 5€.

Ne parlons pas des grilles des agents fonctionnels et d'encadrement qui, bien qu'elles présentent les mêmes minima, regroupent pour l'une 17 échelons, l'autre seulement sept.

SALAIRES 2008-09

BROSSERIE - OUVRIERS ET COLLABORATEURS

Applicable au 01/11/2008,
étendu le 18/02/2008.

Niveau	Coefficient	Salaire mensuel
I	140	1321,05
	150	1329
	160	1336
II	175	1344
	185	1355
	195	1368
III	210	1408
	225	1462
	240	1553
IV	250	1621
	270	1746
	295	1904
V	310	2003
	330	2123
	360	2312

PANNEAUX À BASE DE BOIS EMPLOYÉS ET TECHNICIENS

Applicable au 26/03/2008,
étendu le 21/10/2008.

Coefficient	Salaire annuel
125	15583
145	15776
155	15853
175	16145
185	16249
205	17659
240	20461
280	23627
325	27501

PANNEAUX À BASE DE BOIS CADRES

Applicable au 26/03/2008,
étendu le 21/10/2008.

Coefficient	Salaire annuel
300	25425
370	31047
450	37567
540	44624
650	53358
800	64774

PANNEAUX À BASE DE BOIS OUVRIERS DE FABRICATION

Applicable au 26/03/2008,
étendu le 21/10/2008.

Coefficient	Salaire annuel
125	15583
135	15699
145	15776
155	15853
165	16006
175	16145
190	16362

PANNEAUX À BASE DE BOIS OUVRIERS D'ENTRETIEN

Applicable au 26/03/2008,
étendu le 21/10/2008.

Coefficient	Salaire annuel
145	15776
165	16006
175	16145
195	16777
205	17659
225	19286

PANNEAUX À BASE DE BOIS AGENTS DE MAÎTRISE

Applicable au 26/03/2008,
étendu le 21/10/2008.

Coefficient	Salaire annuel
190	16362
220	18853
250	21292
290	24612
335	28227

Le syndicat
des salariés du

BATI-MAT-TP

PANNEAUX À BASE DE BOIS, PIN MARITIME, BROSSERIE OUVRIERS / ETAM / CADRES

BOIS DE PIN MARITIME DES FORÊTS EN GASCOGNE OUVRIERS

Applicable au 01/07/2008,
étendu le 25/11/2008.

Classifications		Salaire mensuel
Niveau 1	1	1321,02
Niveau 2	2	1326
	3	1329
Niveau 3	4	1336
	5	1356
Niveau 4	6	1397,25
	7	1449
Niveau 5	8	1560
	9	1653,60

BOIS DE PIN MARITIME DES FORÊTS EN GASCOGNE ACT

Applicable au 01/07/2008,
étendu le 25/11/2008.

Classifications		Salaire mensuel
Niveau 1	ACT 1	1321,02
Niveau 2	ACT 2	1326
	ACT 3	1329
Niveau 3	ACT 4	1336
	ACT 5	1356
Niveau 4	ACT 6	1438
	ACT 7	1480
Niveau 5	ACT 8	1580
	ACT 9	1674,40

BOIS DE PIN MARITIME DES FORÊTS EN GASCOGNE TAM

Applicable au 01/07/2008,
étendu le 25/11/2008.

Classifications	Salaire mensuel
Niveau AM 1	1595,97
Niveau AM 2	1650,83
Niveau AM 3	1738,80
Niveau AM 4	1851,20
Niveau AM 5	1955,20

BOIS DE PIN MARITIME DES FORÊTS EN GASCOGNE CADRES

Applicable au 01/07/2008,
étendu le 25/11/2008.

Classifications	Salaire mensuel
Niveau C1	2105,26
Niveau C2	2722,05
Niveau C3	3203,20
Niveau C4	3681,60

COMMENTAIRES

La tempête de ce début d'année a fortement impacté l'activité industrielle en forêt de Gascogne. Notre Fédération BATI-MAT-TP CFTC redoute que cette crise dans la crise n'ait à son tour des conséquences importantes sur les conditions de travail, à commencer par les salaires, qui subissent déjà, malheureusement, un tassement des premiers niveaux.

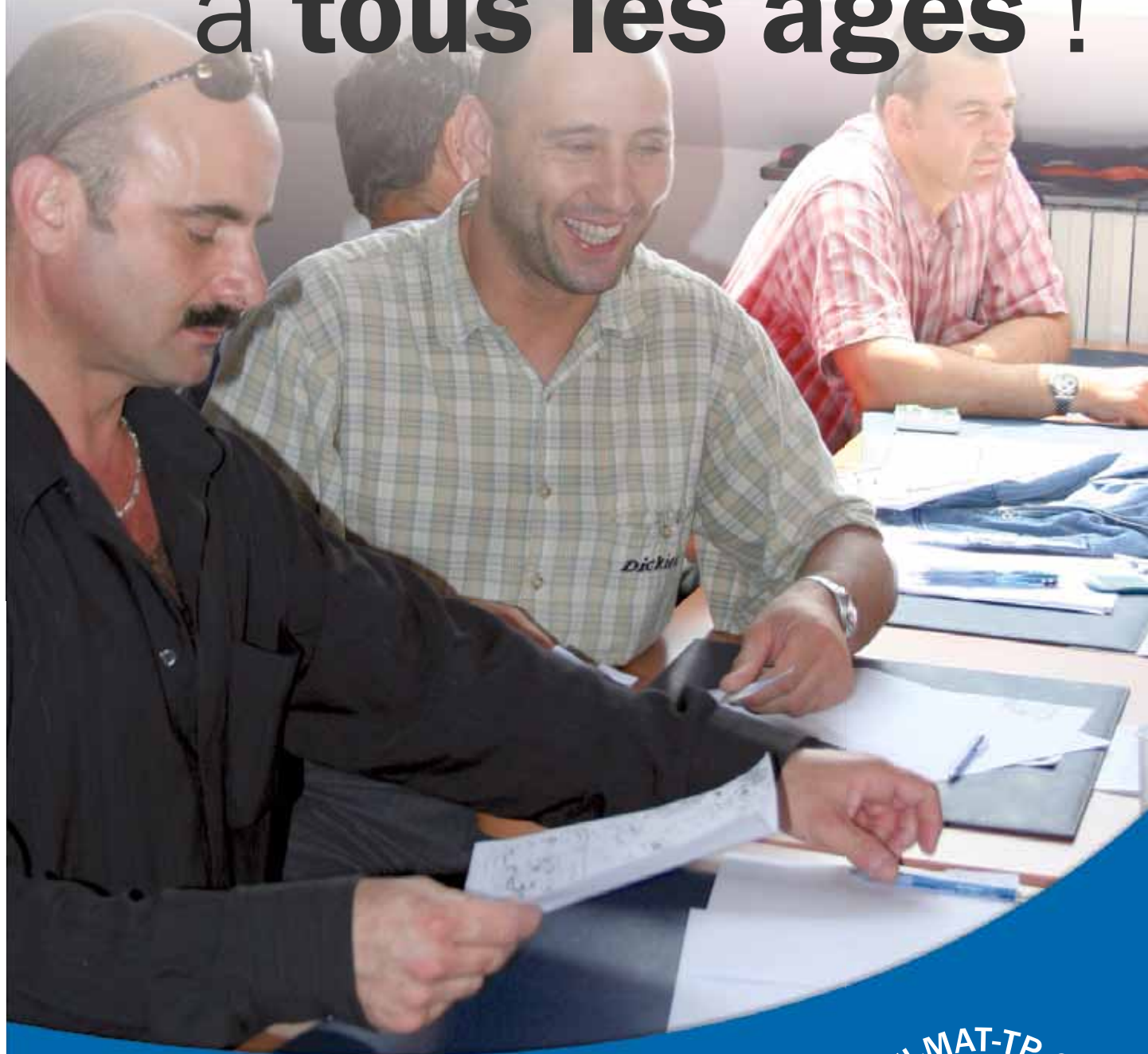
Le tassement est également un danger qui menace les salariés de la broserie, qui se voient appliquer des minima de bas coefficient quasiment gelés sur plusieurs échelons.

Les panneaux à base de bois, fidèles à leur politique salariale déplorable, persèverent à négocier chaque année, malgré les protestations de notre Fédération BATI-MAT-TP CFTC, une RAG (rémunération annuelle garantie) qui fait disparaître l'ancienneté et la qualification.

La formation,

un outil indispensable

à tous les âges !



Fédération
BATI-MAT-TP CFTC

251 rue du Faubourg St-Martin 75010 PARIS
01 44 85 73 46 - Fax. 01 44 85 73 47

BATI-MAT-TP CFTC



Le syndicat
des salariés du **BTP**



NAVIGATION DE PLAISANCE OUVRIERS / ETAM INGÉNIEURS ET CADRES

NAVIGATION DE PLAISANCE ❖ OUVRIERS

Applicable au 01/03/2008,
étendu le 11/07/2008.

Catégorie	Indice	Salaire mensuel
A	25	1 280,75
B	27	1 286,75
C	29	1 292,75
D	29	1 292,75
E	33	1 304,75
F	37	1 316,75
G	44	1 337,75
H	52	1 361,75
I	63	1 394,75

NAVIGATION DE PLAISANCE ❖ EMPLOYÉS

Applicable au 01/03/2008,
étendu le 11/07/2008.

Catégorie	Indice	Salaire mensuel
1	25	1 280,75
2	27	1 286,75
3	29	1 292,75
4	29	1 292,75
5	33	1 304,75
6	37	1 316,75
7	44	1 337,75
8	52	1 361,75
9	63	1 394,75

NAVIGATION DE PLAISANCE ❖ TECHNICIENS

Applicable au 01/03/2008,
étendu le 11/07/2008.

Catégorie	Indice	Salaire mensuel
8	52	1 361,75
9	63	1 394,75

NAVIGATION DE PLAISANCE ❖ AGENTS DE MAÎTRISE

Applicable au 01/03/2008,
étendu le 11/07/2008.

Échelon	Indice	Salaire mensuel
	78	1 439,75
A	89	1 472,75
B	115	1 550,75
	130	1 595,75
C	164	1 697,75
D	220	1 865,75

NAVIGATION DE PLAISANCE ❖ INGÉNIEURS ET CADRES

Applicable au 01/03/2008,
étendu le 11/07/2008.

Échelon	Indice	Salaire mensuel
	144	1 640,02
I	181	1 751,10
	309	2 137,49
	309	2 137,49
II	488	2 684,27
	557	2 895,04
	699	3 325,54
III	872	3 853,48

❖ COMMENTAIRES

Ce secteur applique des coefficients communs à toutes les catégories de salariés, mais s'évertue malgré tout à proposer pas moins de cinq grilles différentes, là où d'autres secteurs réunissent les employés, techniciens et agents de maîtrise. Et ce, quitte à laisser seulement deux catégories dans la grille des techniciens.

En outre, habitués du blocage des négociations, les représentants patronaux du secteur ne sont pas pressés de négocier de nouveaux minima, et se contentent pour l'heure d'appliquer des minima 2008 inférieurs au SMIC 2007. Triste exemple de dialogue social, que combat notre Fédération BATI-MAT-TP CFTC.



EAU, ACTIVITÉS DU DÉCHÊT ENSEMBLE DES SALARIÉS

COMMENTAIRES ❖

Le secteur de l'eau sort à peine de négociations longues et difficiles sur l'application d'une nouvelle classification, qui peine à se mettre en place dans les entreprises.

Notre Fédération BATI-MAT-TP CFTC regrette que la mise en place d'emploi-repères et de critères classants n'ait pas également débouché sur la négociation de minima annuels supérieurs, pour le groupe I, à 17000€.

❖ EAU (SERVICES ET ASSAINISSEMENT)

Applicable au 01/01/2008, étendu le 01/11/2008.

Groupes	Salaire annuel
Groupe I	16578
Groupe II	17 181
Groupe III	18316
Groupe IV	19 154
Groupe V	22 435
Groupe VI	29217
Groupe VII	40001
Groupe VIII	47307

COMMENTAIRES ❖

La valeur du point élevée est ici trompeuse. En effet, la classification des activités du déchet commence au coefficient 100 pour s'arrêter au coefficient 167. Le minimum conventionnel correspond donc à 1356€, soit à peine le SMIC 2008.

Notre Fédération BATI-MAT-TP CFTC condamne ces bas salaires, en particulier pour une profession dont une grande partie du personnel est soumise à un travail harassant et nocturne, à commencer par le ramassage des ordures ménagères, et sans oublier l'entretien des infrastructures.

C'est d'autant plus affligeant que le travail de nuit n'est pas compensé en termes de rémunération, seulement une faible récupération en temps de repos, correspondant à 2% des horaires effectués de nuit.

❖ ACTIVITÉS DU DÉCHÊT VALEUR DU POINT

Valeur du point	Application	Extension
13,56	01/04/2009	demandée

Le syndicat
des salariés du BTP

**SALAIRES
FRAIS PROFESSIONNELS**

- S.M.I.C** (depuis le 1^{er} juillet 2008)
 ● Horaire brut : 8,71 € - Horaire net : 6,70 €
 ● Mensuel brut : 1 321,02 € - Mensuel net : 1 037,53 €
APPRENTIS
 ● Salaire minimum (% du SMIC) : (Base 151,67 h)

Age de l'apprenti	Année d'exécution du contrat		
	1	2	3
- de 18 ans	25 %	37 %	53 %
18 à 20 ans	41 %	49 %	65 %
21 ans et +	53 %	61 %	78 %

Sauf dispositions conventionnelles plus avantageuses dans le BTP.

AVANTAGES EN NATURE

En l'absence de convention collective ou d'accord fixant des taux supérieurs, les avantages en nature sont évalués forfaitairement en fonction du minimum garanti depuis le 1^{er} janvier 2009 :

- **Nourriture** : 1 repas = 4,30 € (soit 1 M.G.)
 1 journée = 8,60 € (soit 2 M.G.)

MINIMUM GARANTI (M.G.)

- 3,31 € (depuis le 1^{er} mai 2008)

PLAFOND DE SÉCURITÉ SOCIALE

- Mensuel : 2 859 € - Trimestre : 8 577 € - Année : 34 308 €

TITRES-RESTAURANT

La contribution patronale est exonérée de cotisations Sécurité Sociale si elle est comprise entre 50 et 60% de la valeur du titre et ne dépasse pas 5,19 €.

FRAIS PROFESSIONNELS

Les allocations forfaitaires pour couvrir les frais professionnels liés à la nourriture et au logement sont exclues de l'assiette des cotisations de Sécurité Sociale pour les salariés en situation de travail particulière, et sont présumées utilisées conformément à leur objet si elles ne dépassent pas les plafonds suivants.

- **Remboursement des frais de repas (par repas)** : salariés en déplacement prenant leur repas au restaurant : en déplacement : 16,60 € à l'entreprise ; 5,60 € sur chantier ; 8,10 €

- **Frais de logement** : salariés en déplacement ne pouvant regagner chaque jour leur résidence (par jour) :
 - Paris/Petite couronne : 59,60 € - Province : 44,20 €

**INDEMNITÉS
ARRÊT DE TRAVAIL**

- MALADIE (Indemnités journalières)**
 Cas général : la moitié du salaire brut journalier (moyenne sur 90 jours), dans la limite de 47,65 €.
 Pour 3 enfants à charge : 66,66% du salaire brut journalier dans la limite de 63,53 € après le 31^{ème} jour.

ACCIDENT DU TRAVAIL

- **Indemnités journalières** : 60 % du salaire journalier (171,67 € max. pour 2009), 80 % du salaire à partir du 29^e jour (228,89 € max. pour 2009), dans la limite de 0,834% du plafond annuel de la Sécurité Sociale (286,12 € pour 2009).

MATERNITÉ OU PATERNITÉ

(Indemnité journalière maximale)

- Alsace-Moselle : 74,97 €
 ● Autres : 76,54 €

**CHÔMAGE
REINSÉRIATION**

CHÔMAGE ASSURANCE

- **Montant de l'allocation d'aide au retour à l'emploi (- de 50 ans)** : L'allocation d'aide au retour à l'emploi (ARE) est calculée à partir des anciens salaires, y compris les primes. Seuls les salaires soumis aux contributions de l'Assédic sont retenus. Les indemnités liées à la perte de l'emploi ne sont pas intégrées dans le salaire de référence.
Montant et durée de l'indemnisation - cas général :

Revalorisation du salaire de référence 2008 : 2,5%		Montant journalier
Partie fixe (ARE)	10,93 €	
Allocation minimale (ARE)	26,66 €	
Seuil minimal ARE Formation	19,11 €	
Calcul du montant de l'association	57,4% ou 40,4% + partie fixe dans la limite de 75% du salaire journalier de référence.	

ALLOCATIONS ET PRIME

- **Allocation d'insertion** : 10,38 € par jour.
 ● **Allocation de solidarité spécifique (ASS)** : 14,74 € par jour. Les ressources doivent être inférieures ou égales à 1 031,80 € pour un célibataire et 1 621,40 € pour un couple.
 ● **Prime de retour à l'emploi** : 1 000 € si le bénéficiaire de l'ASS a repris un emploi durant 4 mois à partir du 1^{er} septembre 2005.

Filière	Quel que soit l'âge			
	A	B	C	D
Durée d'affiliation	6 mois sur les 22 derniers	14 mois sur les 24 derniers	27 mois sur les 36 derniers	27 mois sur les 36 derniers*
Durée d'indemnisation	213 jours (7 mois)	700 jours (23 mois)	1 095 jours (36 mois)	1 277 jours (42 mois)

* et 100 trimestres d'assurance vieillesse

**BARÈME DES
PRESTATIONS FAMILIALES**

● **A.F. (Allocations Familiales)**

Nbre d'enfants	Montant
2	123,92 €
3	282,70 €
Par enfant en plus	158,78 €

● **Majoration pour enfant à charge de plus de 11 ans**

Âges	Montant
11 à 16 ans	34,86 €
+ 16 ans	61,96 €

● **A.F.S. (Allocation de soutien familial)**

Qualité	Montant
Taux plein	116,18 €
Taux partiel	87,14 €

● **A.R.S. (Allocation de rentrée scolaire 2007-2008)**

Enfant âgé de 6 à 10 ans	272,59 €
Enfant âgé de 11 à 14 ans	287,59 €
Enfant âgé de 15 à 18 ans	297,59 €

● **C.L.C.A. (Complément de libre choix d'activité)**

	Vous recevez l'allocation de base de la Paje	Vous ne recevez pas l'allocation de base de la Paje
Cessation totale d'activité	374,17 €	552,11 €
Activité < 50 %	241,88 €	139,53 €
Activité > 80 % max	419,83 €	317,48 €

● **Prime de déménagement**

Montant pour 3 enfants	934,08 €
Montant pour 4 enfants	1 011,92 €
Majoration par enfant au-delà du 4 ^e	77,84 €

● **A.E.S. (Allocation d'Éducation Spéciale pour enfants handicapés)**

Décision CDES	Montants
Allocation de base	124,54 €
1 ^{ère} catégorie	93,41 €
2 ^{ème} catégorie	252,98 €
3 ^{ème} catégorie	358,06 €

● **R.M.I. (Revenu Minimum d'Insertion)**

Nombre d'enfants	Seul	En couple
Aucun	454,63 €	681,95 €
1	681,95 €	818,34 €
2	818,34 €	954,73 €
Par enfant en plus	181,85 €	181,85 €

**BULLETIN D'ADHÉSION
à remplir et adresser à :**

Fédération BATI-MAT-TP CFTC 01 44 85 73 46 • Fax: 01 44 85 73 47
 251 rue du faubourg St-Martin 75010 PARIS
 E-mail: fede.batimatpcttc@noos.fr • Site: www.batimatp-cftc.fr

VOUS

M. Mme NOM & Prénom : Date de naissance : ___/___/___
 Adresse personnelle : CP Ville :
 Tél. dom. : ___/___/___/___/___ Portable : ___/___/___/___/___ Email :

VOTRE ENTREPRISE

Entreprise : Effectif : + de 10 - de 10 Nbre :
 Adresse : CP Ville :
 Votre profession : Vous êtes : Ouvrier/Employé ETAM CADRE (IAC) Retraité
 Vous êtes du : Bâtiment TP Autres (préciser) : Date :
 Je déclare adhérer au syndicat affilié à la CFTC de ma profession ou branche. Signature :

AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à prélever sur ce dernier, si sa situation le permet, tous les prélèvements ordonnés par le créancier ci-contre. En cas de litige sur un prélèvement, je pourrai en faire suspendre l'exécution par simple demande à l'établissement teneur du compte. Je réglerai le différend directement avec le créancier.

NOM Prénom & Adresse du débiteur		COMPTE À DÉBITER		
		CODE BANQUE	CODE GUICHET	N° DE COMPTE / CLÉ RIB
Code banque gestionnaire	NOM & Adresse du créancier		Nom et Adresse de l'établissement teneur du compte à débiter	
N° national d'émetteur				
N° d'émetteur interne				
Je paie par prélèvement : <input type="checkbox"/> Mensuel <input type="checkbox"/> Trimestriel <input type="checkbox"/> Annuel		Date :	Signature :	



Le **syndicat**
des salariés du **BTP**

**Echo
BATI-MAT-TP**

Journal d'information trimestriel
 Éditeur : APDS - Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et enregistrée à la Préfecture de Nancy (n° 015 995) 38 rue Emile Gallé 54000 NANCY 03 83 67 48 78 Fax 03 83 67 47 85
 Principal membre : Fédération BATI-MAT-TP CFTC
 Dépôt légal : Mai 2009 (2^e trimestre 2009)
 N° de commission paritaire : 1008 S 08098
 ISSN : 1955-5105
 Directeur de publication : Patrick DEL GRANDE

Imprimé par l'Imprimerie de la Centrale - Parc d'activité Les Oiseaux Rue des Colibris BP 78 62302 LENS Cedex

Toute reproduction totale ou partielle est subordonnée à l'autorisation écrite de la Fédération BATI-MAT-TP CFTC - pour la publicité s'adresser à la rédaction.

BATI-MAT-TP CFTC



Le **syndicat**
des salariés du **BTP**

251 RUE DU FAUBOURG ST-MARTIN 75010 PARIS
TELEPHONE: 01.44.85.73.46 (LIGNES GROUPEES) - TELECOPIE: 01.44.85.73.47